Anno 1869

Le associazioni si ricevono in **Firenze dalla** Tipografia Eredi Botta, via del Castellaccio. Nelle Provincie del Regno con *vaglia postale* affrancato diretto **alla** detta Tipografia e dai principali Librai. — Fuori del Regno, alle Direzioni postali.

Le associazioni hanno principio col 1° d'ogni mese.

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

Num. 212

Le inserzioni giudiziarie **25** centesimi per linea o spazio di linea. — Le altre inserzioni centesimi **30** per linea o spazio di linea.

Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.

UN NUMERO SEPARATO CENT. **20**
ARRETRATO CENTESIMI **40**

		Anno		Sem.	Trim.
Per Firenze	Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento	L.	42	22	12
Per le Provincie del Regno		»	46	24	13
Svizzera		»	58	31	17
Roma *(franco ai confini)*		»	52	27	15

Firenze, Giovedì 5 Agosto

		Anno		Sem.	Trim.
Francia	*Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento*	L.	82	48	27
Inghil., Belgio, Austria, Germ.		»	112	60	35
Id. per il solo giornale senza i Rendiconti ufficiali del Parlamento		»	82	44	24

PARTE UFFICIALE

Il N. 5183 della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto il Regio decreto 24 novembre 1867, n, 4068;

Vista la legge 26 luglio 1868, n, 4515;

Sulla proposta del Ministro delle Finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico. Il nuovo catasto fondiario pel comune di Camajore, provincia di Lucca, è attivato con effetto dal 1° gennaio 1869, e secondo le norme richiamate dal suddetto decreto 24 novembre 1867.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Firenze, addì 4 luglio 1869.

VITTORIO EMANUELE.

L. G. Cambray-Digny.

Il N. 5201 della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto l'articolo 5 dello Statuto del Regno;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Presidente del Consiglio, Ministro Segretario di Stato per gli affari degli Esteri;

Abbiamo decretato e decretiamo quanto segue:

Articolo unico. Piena ed intiera esecuzione sarà data alla Convenzione per la reciproca estradizione de'malfattori tra l'Italia ed il Belgio, sottoscritta a Bruxelles il 15 aprile 1869, e le cui ratifiche furono ivi scambiate il 14 luglio dello stesso anno.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Torino addì 27 luglio 1869.

VITTORIO EMANUELE.

L. F. Menabrea.

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute.

Una Convenzione per la estradizione dei malfattori essendo stata conchiusa tra l'Italia ed il Belgio, e dai rispettivi Plenipotenziari sottoscritta a Bruxelles il quindici aprile del corrente anno mille ottocento sessantanove;

Convenzione del tenore seguente:

Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté le Roi des Belges, désirant assurer le répression des crimes et délits commis sur leurs territoires respectifs, et dont les auteurs ou complices voudraient se soustraire à la rigueur des lois en se réfugiant d'un pays dans l'autre, ont résolu de conclure une Convention d'extradition, et ont nommé, à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie,

Le comte Camille De Barral de Monteauvrard, Grand-Cordon des Ordres des Saints Maurice et Lazare, de l'Aigle Rouge et de la Couronne de Prusse, etc. etc.. Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

Sa Maesté le Roi des Belges,

Monsieur Jules Vander Stichelen, Grand-Cordon des Ordres des Saints Maurice et Lazare et de la Couronne de Prusse, etc. etc., Son Ministre des Affaires Étrangères.

Lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er Les Gouvernements italien et belge s'engagent à se livrer réciproquement les individus qui sont mis en prévention ou en accusation, ou condamnés comme auteurs ou complices, pour l'un des crimes ou délits indiqués ci-après à l'art. 2, commis sur le territoire de l'un des deux Etats contractants, et qui se seraient réfugiés sur le territoire de l'autre.

Art. 2. Ces crimes et délits sont:

1° Parricide, infanticide, assassinat, empoisonnement, meurtre;

2° Coups portés ou blessures faites volontairement avec préméditation, ou ayant causé une maladie paraissant incurable, une incapacité permanente de travail personnel, la perte absolue de l'usage d'un organe, ou la mort sans l'intention de la donner;

3° Bigamie; enlèvement de mineurs; viol; avortement; attentat à la pudeur commis avec violence; attentat à la pudeur commis sans violence sur la personne ou à l'aide de la personne de l'enfant de l'un ou l'autre sexe, agé de moins de quatorze ans; attentat aux mœurs en excitant, facilitant ou favorisant habituellement, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche ou la corruption des mineurs de l'un ou de l'autre sexe;

4° Enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition d'enfant, exposition ou délaissement d'enfant;

5° Incendie;

6° Destruction de constructions, machines à vapeur ou appareils télégraphiques;

7° Association de malfaiteurs, vol;

8° Menace d'attentat contre les personnes ou les propriétés, punissable de la peine de mort, des travaux forcés ou de la réclusion;

9° Attentat à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile, commis par des particuliers;

10. Fausse monnaie, comprenant la contrefaçon et l'altération de la monnaie, l'émission et la mise en circulation de la monnaie contrefaite ou altérée; contrefaçon ou falsification d'effets publics ou de billets de banque, de titres publics ou privés, émission ou mise en circulation de ces effets, billets ou titres contrefaits ou falsifiés, faux en écriture ou dans les dépêches télégraphiques et usage de ces dépêches, effets, billets ou titres contrefaits, fabriqués ou falsifiés; contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, poinçons et marques, à l'exception de ceux de particuliers ou de négociants, usage de sceaux, timbres, poinçons et marques contrefaits ou falsifiés, et usage préjudiciable de vrais sceaux, timbres, poinçons et marques;

11. Faux témoignage et fausses déclarations d'experts ou d'interprètes; subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes;

12. Faux serment;

13. Concussion, détournement commis par des fonctionnaires publics; corruption de fonctionnaires publics;

14. Banqueroute frauduleuse et fraudes commises dans les faillites;

15. Escroquerie, abus de confiance et tromperie;

16. Abandon par le capitaine, hors les cas prévus par la loi des deux pays, d'un navire ou bâtiment de commerce ou de pêche;

17. Prise d'un navire par les marins ou passagers par fraude ou violence envers le capitaine.

L'etradition pourra aussi avoir lieu pour la tentative de ces crimes ou délits, lorsqu'elle est punissable d'après la législation des deux pays contractants.

Art. 3. L'extradition ne sera jamais accordée pour les crimes ou délits politiques. L'individu qui serait livré pour une autre infraction aux lois pénales, ne pourra, dans aucun cas, être poursuivi ou condamné pour un crime ou délit politique commis antérieurement à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à un semblable crime ou délit, ni pour aucun des crimes ou délits non prévus dans le présente Convention. Il est entendu que l'étranger dont l'extradition aura été opérée, ne pourra être jugé pour d'autres crimes ou délits, que pour ceux qui ont formé l'objet de la demande d'extradition.

Art. 4. L'extradition ne pourra avoir lieu si, depuis les faits imputés, les poursuites ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays dans lequel le prévenu ou le condamné s'est réfugié.

Art. 5. Dans aucun cas et pour aucun motif, les Hautes Parties contractantes ne pourront être tenues a se livrer leurs nationaux, sauf les poursuites à exercer contr'eux, dans leurs pays, conformément aux lois en vigueur.

Art. 6. Les prévenus accusés ou condamnés, qui ne sont sujets ni de l'un ni de l'autre des deux Etats, ne seront livrés au Gouvernement qui aura réclamé leur extradition, que lorsque l'Etat auquel ils appartiennent, et qui sera informé de la demande d'extradition par le Gouvernement auquel celle-ci a été adressée, ne s'opposera pas à leur extradition.

Art. 7. Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans le pays où il s'est réfugié pour un crime ou un délit commis dans ce même pays, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que les poursuites soient abandonnées, qu'il soit acquitté ou absous, ou qu'il ait subi sa peine.

Art. 8. L'extradition sera accordée lors même que l'accusé ou le prévenu viendrait par ce fait à être empêché de remplir les engagements contractés envers des particuliers, lesquels pourront toujours faire valoir leurs droits auprès des autorités judiciaires compétentes.

Art. 9. Les demandes d'extradition seront adressées par la voie diplomatique.

L'extradition ne sera accordée que sur la production soit du jugement. ou de l'arrêt de condamnation, soit de l'ordonnance de la Chambre du conseil ou de l'arrêt de la Chambre des mises en accusation, ou de l'acte de procédure criminelle émané du juge compétent, décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi du prévenu ou de l'accusé devant la juridiction répressive, délivré en original ou en expédition authentique dans les formes prescrites par la législation du Gouvernement qui réclame l'extradition.

On fournira en même temps, s'il est possible, le signalement de l'individu réclamé, ou toute autre indication de nature à en constater l'identité.

Art. 10. L'étranger pourra être arrêté provisoirement dans les deux pays, pour l'un des faits mentionnés à l'article 2, sur l'exhibition d'un mandat d'arrêt décerné par l'autorité étrangère compétente, et expédié dans les formes prescrites par les lois du Gouvernement réclamant. Cette arrestation aura lieu dans les formes et suivant les règles prescrites par la législation du Gouvernement auquel elle est demandée.

Art. 11. En cas d'urgence, l'étranger pourra être arrêté provisoirement, dans les deux pays, sur l'exhibition d'un mandat d'arrêt décerné par le juge d'instruction du lieu de sa résidence ou du lieu où il pourra être trouvé, et motivé par un avis officiel donné aux autorités du pays auquel l'extradition est demandée, par les autorités du territoire où le crime ou le délit aura été commis.

Toutefois, dans ce cas, l'étranger ne sera maintenu en état d'arrestation que si, dans le délai de trois semaines, il reçoit communication du mandat d'arrêt délivré par l'autorité étrangère compétente.

Art. 12. L'étranger arrêté provisoirement aux termes de l'article 10, ou maintenu en état d'arrestation aux termes du § 2 de l'article 11, sera mis en liberté si, dans les deux mois de son arrestation, il ne reçoit notification soit d'un jugement ou arrêt de condamnation, soit d'une ordonnance de la Chambre du conseil, ou d'un arrêt de la Chambre des mises en accusation, ou d'un acte de procédure criminelle émané du juge compétent, décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi du prévenu ou de l'accusé devant la juridiction répressive.

Art. 13. Les objets volés ou saisis en la possession de l'individu dont l'extradition est réclamée, les instruments ou outils dont il se serait servi pour commettre le crime ou délit qui lui est imputé, ainsi que toutes pièces de conviction, seront livrés à l'Etat réclamant, si l'autorité compétente de l'Etat requis en a ordonné la remise, même dans le cas où l'extradition, après avoir été accordée, ne pourrait avoir lieu par suite de la mort ou de la fuite du prévenu.

Cette remise comprendra aussi tous les objets de même nature qu'il aurait cachés ou déposés dans les pays où il se serait réfugié, et qui y seraient trouvés plus tard.

Sont cependant réservés les droits des tiers sur les objets mentionnés, qui doivent leur être rendus, sans frais, dès que le procès criminel ou correctionnel sera terminé.

Art. 14. Les frais d'arrestation, d'entretien et de transport de l'individu dont l'extradition aura été accordée, ainsi que ceux de consignation et de transport des objets qui, aux termes de l'article précédent, doivent être restitués ou remis, resteront à la charge des deux Etats dans les limites de leurs territoires respectifs.

Les frais de transport et autres sur le territoire des Etats intermédiaires seront à la charge de l'Etat réclamant. Au cas où le transport par mer serait jugé préférable, l'individu à extrader sera conduit au port que désignera l'agent diplomatique ou consulaire accrédité par le Gouvernement réclamant, aux frais duquel il sera embarqué.

Art. 15. Il est formellement stipulé que l'extradition par voie de transit sur les territoires respectifs des Etats contractants, sera accordée sur la simple production en original, ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés, selon le cas, dans l'article 9 ci-dessus, lorsqu'elle sera requise par l'un des Etats contractants au profit d'un Etat étranger, ou par un Etat étranger au profit de l'un desdits Etats liés, l'un et l'autre, avec l'Etat requis par un traité comprenant l'infraction qui donne lieu à la demande d'extradition, et lorsqu'elle ne sera pas interdite par les articles 3 et 4 de la présente Convention.

Art. 16. Lorsque dans la poursuite d'une affaire pénale, non politique, un des deux Gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre Etat, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique, et il y sera donné suite en observant les lois du pays où l'audition des témoins devra avoir lieu.

Les Gouvernements respectifs renoncent à toute réclamation ayant pour objet la restitution des frais résultant de l'exécution de la commission rogatoire.

Art. 17. En matière pénale non politique, lorsque la notification d'un acte de procédure ou d'un jugement à un belge ou à un italien paraîtra nécessaire au Gouvernement italien, et réciproquement, la pièce transmise diplomatiquement sera signifiée à la personne à la requête du Ministère Public du lieu de la résidence, par les soins d'un officier compétent, et l'original constatant la notification, revêtu du visa, sera renvoyé par la même voie au Gouvernement requérant.

Art. 18. Si dans une cause pénale, non politique, la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire, le Gouvernement du pays où réside le témoin l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite, et dans ce cas des frais de voyage et de séjour lui seront accordés d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu. Les personnes résidant en Italie ou en Belgique, appelées en témoignage devant les tribunaux de l'un ou de l'autre pays, ne pourront être poursuivies ni détenues pour des faits ou condamnations criminels antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits, objet du procès où elles figureront comme témoins.

Lorsque dans une cause pénale non politique, instruite dans l'un des deux pays, la production des pièces de convinction ou documents judiciaires sera jugée utile, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et l'on y donnera suite à moins que des considérations particulières ne s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les pièces.

Les Gouvernements contractants renoncent à toute réclamation de frais résultant dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction et documents.

Art. 19. Les deux Gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement les arrêts de condamnation pour crimes et délits de toute espèce, qui auront été prononcés par les tribunaux de l'un des deux Etats contre les sujets de l'autre. Cette communication sera effectuée moyennant l'envoi par voie diplomatique du jugement prononcé, et devenu définitif, au Gouvernement du pays auquel appartient le condamné, pour être déposé au greffe du tribunal qu'il appartiendra.

Chacun des deux Gouvernements donnera à ce sujet les instructions nécessaires aux autorités compétentes.

Art. 20. La présente Convention ne sera exécutoire que dix jours après sa publication dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

Elle est conclue par cinq ans à partir du jour de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucun des deux Gouvernements n'aurait notifié, six mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire pour cinq autres années, et ainsi de suite de cinq en cinq ans.

Art. 21. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées a Bruxelles dans l'espace de six semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les deux Plénipotentiaires l'ont signée en double original, et y ont apposé leurs cachets respectifs.

Fait en double original à Bruxelles le 15 avril 1869.

(L. S.) Comte De Barral.

(L. S.) Jules Vander Stichelen.

Noi, avendo veduto ed esaminato la qui sovra scritta Convenzione, ed approvandola in ogni e singola sua parte, l'abbiamo accettata, ratificata e confermata, come per le presenti l'accettiamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo di osservarla e di farla inviolabilmente osservare.

In fede di che Noi abbiamo firmato di Nostra mano le presenti lettere di ratificazione, e vi abbiamo fatto apporre il Nostro Reale sigillo.

Date a Firenze addì ventisei del mese di maggio, l'anno del Signore mille ottocento sessantanove, vigesimoprimo del Nostro Regno.

VITTORIO EMANUELE.

Per parte di S. M il Re
Il Presidente del Consiglio dei Ministri
Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri
L. F. Menabrea.

Il N. MMCLXXI (Parte supplementare) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto il Nostro decreto del 29 aprile 1866, col quale sono approvati la costituzione e gli statuti della Società anonima per azioni nominative, sotto il titolo di *Banco del Popolo di Certaldo*;

Veduto l'articolo 6 dello statuto di detto Banco;

Veduto l'altro Nostro decreto in data 14 dicembre 1866, col quale fu autorizzata l'emissione di una seconda serie di azioni del Banco;

Vedute le deliberazioni del Consiglio generale del Banco, in data 25 aprile 1869, e l'istanza con la quale è domandata l'approvazione alla emissione della terza serie delle azioni;

Veduti il titolo VII, libro I, del Codice di commercio, ed il Nostro decreto del 30 dicembre 1865, n. 2727;

Sentito il Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Ministro di Agricoltura, Industria, e Commercio;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. La Società anonima per azioni nominative, sotto il titolo di *Banco del Popolo di Certaldo*, ai termini della deliberazione del suo Consiglio generale in data 25 aprile 1869, è autorizzata ad emettere in terza serie altre duecento azioni da lire cinquanta caduna, e ad aumentare per tal modo il capitale sociale fino a lire trentamila.

Art. 2. La Società contribuirà per lire cento annue nelle spese della vigilanza governativa alla quale è sottoposta.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Firenze addì 21 giugno 1869.

VITTORIO EMANUELE.

Marco Minghetti.

PARTE NON UFFICIALE

STATISTICA DEL REGNO D'ITALIA

LE CASSE DI RISPARMIO

(*Continuazione* — Vedi il n.211)

Entrate e spese. — Dal confronto fra le cifre dei due bilanci 1866 e 1864 si ritrae come le entrate del primo degli anni indicati abbiano superato quelle del secondo di 2,355,641 lire (del 17 per 100), e come le spese sieno cresciute di 3,263,371 lire (25 per 100).

Vediamo adesso le entrate e le spese delle casse di ciascun compartimento durante i due anni sovraccennati:

Compartimenti	Entrate 1864	Entrate 1866	Spese 1864	Spese 1866
Piemonte . . . . L.	411,990 L.	572,832 L.	302,730 L.	492,588
Liguria . . . . »	161,561 »	170,525 »	140,981 »	156,298
Lombardia . . . »	5,322,607 »	7,093,394 »	4,556,425 »	7,047,306
Veneto . . . . »	474,749 »	690,059 »	593,366 »	546,584
Emilia . . . . »	2,018,674 »	2,115,491 »	1,647,128 »	1,822,169
Umbria . . . . »	147,354 »	214,589 »	126,408 »	171,356
Marche . . . . »	254,453 »	298,328 »	198,114 »	251,874
Toscana . . . . »	2,415,094 »	2,545,206 »	2,107,632 »	2,346,637
Abruzzi e Molise »	759 »	3,099 »	768 »	1,361
Campania . . . »	171,358 »	5,750 »	132,569 »	4,958
Puglie . . . . »	1,017 »	964 »	596 »	763
Basilicata . . . »	»	»	»	»
Calabrie . . . . »	6,935 »	10,655 »	4,427 »	5,710
Sicilia . . . . »	33,055 »	53,653 »	24,043 »	51,450
Sardegna . . . »	23,027 »	23,758 »	17,741 »	17,245
Regno (1) L.	11,442,662 L.	13,792,303 L.	9,652,928 L.	12,916,299

(1) In questo prospetto non figurano le notizie delle 14 Casse dipendenti da Monti di pietà o da istituti di credito, le quali non hanno amministrazione propria; nè vi si poterono comprendere i dati relativi alla Cassa di Melfi, perchè non ancora liquidati definitivamente i conti della antica Cassa di prestanze, da cui trasse origine.

Le entrate si ragguagliano alle spese in tutto il Regno come 106, 83 a 100. Non tenendo conto delle piccole Casse, le quali non hanno da considerarsi neppure come un'unità statistica ed economica, possiamo osservare che le entrate della Cassa di Lombardia crebbero dal 1864 al 1866 da 5,322,607 lire a 7,093,394 lire, ossia in cifre proporzionali del 32 p. 100 e le spese da 4,556,425 a 7,047,306, del 55 per 100, e che minori differenze si riscontrarono fra le une e le altre nelle Casse dell'Italia centrale.

Nel 1864 la proporzione reciproca tra le entrate e le spese fu di 118, 54, nel 1866 di 106, 83 per 100. Per ogni 100 lire di attività sarebbe stata nel primo degli anni indicata una rendita di 4, 98 e nel secondo di 5, 58.

In termine medio ad ogni Cassa corrisponderebbero 81,647 lire di entrata e 76,428 di spesa.

I compartimenti procederebbero secondo una serie decrescente di rapporti, che da un massimo di 177,334 lire di entrata e 176,182 di spesa per Cassa in Lombardia, scende fino a un minimo di 482 e 382, nelle Puglie.

Le Casse del Piemonte (81,853 lire di entrata e 70,368 di spesa) e dell'Emilia (88,145 e 75,924) presentano una media, che non si discosta gran fatto da quella di tutto il Regno.

Quali fossero nel 1866 i titoli di entrata e di spesa delle Casse di risparmio è accennato nel seguente prospetto, dove figurano pure specificate le somme di ciascun titolo:

Titoli di entrata.

Frutti attivi e prodotto di sconti . . .	L.	13,485,068
Rendite di amministrazione	»	68,592
Id. di beni stabili	»	41,767
Id. straordinarie	»	90,044
Id. diverse	»	112,832
Totale.	L.	13,7[illegible]8, 03

Titoli di spesa.

Frutti passivi.	L.	9,846,724
Spese di amministrazione e Casse figliali	»	1,414,510
Assegni al fondo di riserva	»	18,118
Premi di beneficenza	»	224,499
Spese straordinarie e diverse	»	1,412,448
Totale.	L.	12,916,299

Per ogni 100 lire di capitale messo a frutto o altrimenti impiegato in operazioni di sconto, conti correnti, ecc., le Casse ritrassero, in termine medio, un utile di 5 lire e 56 centesimi. Trovarono relativamente un collocamento più vantaggioso dei propri capitali le Casse del Veneto (7, 34 per 100), del Piemonte (6, 73) e delle Marche (6, 25), mentre un interesse assai più modesto ottennero le altre Casse del Regno.

La rendita annua proveniente da beni stabili non ascese che a 41,767 lire, il che torna al 2, 04 per 100 del valore capitale.

Se nella rassegna del 1864 le spese d'amministrazione erano accumulate colle spese straordinarie e diverse, in quella del 1866 s'è potuto introdurre la necessaria distinzione tra le une e le altre. Ond'è che anche la proporzione fra le spese di amministrazione e il credito dei ricorrenti piglia un valore più fermo e conclusivo. La ragione media generale di tale rapporto fu di 0, 67 per 100.

È appena necessario il soggiungere che le piccole Casse di risparmio sostengono per l'ammi-

nistrazione una spesa comparativamente e proporzionalmente più ragguardevole. Se per alcune di esse si verifica il fatto opposto, ciò avviene per le Casse che hanno un'amministrazione comune con altri istituti. Tale è la condizione delle Casse della Campania, amministrate dal Banco di Napoli.

L'amministrazione delle Casse è però sempre più costosa fra noi che altrove. E realmente in Francia le Casse ebbero nel 1867 una spesa di amministrazione, che corrisponde al 0,355 per 100 sui depositi. Proporzione poco discosta dalla precedente presenta la Gran Bretagna; senza confronto più econome riescono le amministrazioni delle Casse svizzere, le quali non darebbero che il 0,20 di spesa per 100 lire di risparmi.

Le Casse di risparmio del Regno spesero in opere di beneficenza 224,499 lire, delle quali 132,723 spettano alle Casse dell'Emilia e 77,000 alla Cassa lombarda.

Le spese straordinarie e diverse spettano in gran parte alla Cassa di Lombardia (1,138,368 lire sopra 1,430,448 lire), la quale sofferse una perdita di 685,326 lire per ribasso di fondi pubblici e di 419,668 lire per acquisto di biglietti di Banca di piccolo taglio occorso nei primordi del corso forzato. Ognuno ricorda le angustie di quel momento; la rapida scomparsa dal mercato della moneta metallica, la circolazione quasi interamente rappresentata da biglietti di grosso taglio, che rendevano difficili le contrattazioni; l'aggio enorme che gli speculatori traevano da siffatta condizione di cose. La Cassa di risparmio era del continuo assediata da numeroso concorso di creditori, i quali chiedevano i rimborsi per piccole somme; oggi depositavano biglietti da 500 e da 1,000 per chiedere domani il pagamento in spezzati. Di questa guisa le Casse lombarde furono convertite quasi in altrettante Banche di cambio, obbligando l'amministrazione a provvedersi in larga copia di biglietti inferiori a 250 lire. Anzichè ricorrere a provvedimenti restrittivi, quell'amministrazione preferì affrontare le difficoltà della situazione e mantenere il credito della Cassa, sottostando, è vero, a qualche perdita, ma aiutando il paese, per quanto le era dato, a superare la difficile crisi. E nel generoso proposito si raffermò anche per far cosa grata alla Banca Nazionale, colla quale la Cassa di Lombardia trovavasi in strette ed amichevoli relazioni.

Patrimonio delle Casse. — Le doti costituite per primo fondo alle Casse ora esistenti sommano a 4,392,298 lire. Il patrimonio delle Casse, per effetto del cumulo degli utili annui, aveva raggiunto al 31 dicembre 1866 17,937,931 lira. Ecco quale fu l'aumento conseguito dal patrimonio nel quadrienno 1863 66:

	Utili conseguiti nell'anno	Patrimonio alla fine dell'anno	Aumento per 100
Anno 1863 ...	»	13,842,384	»
Id. 1864 ...	1,701,981	15,514,365	12,30
Id. 1865 ...	1,511,562	17,055,927	9,72
Id. 1866 ...	882,004	17,937,931	5,17

Il patrimonio delle Casse, che dal 1863 al 1866 crebbe effettivamente di 4,085,547 lire, ossia del 27, 29 per 100, aumentò nel 1864 nella misura massima del 12, 30 per 100, e del 9, 72 soltanto nel 1865 e si ridusse nel 1866 alla proporzione anche più modesta del 5, 17 per 100.

Vediamo ora come si classificassero al principio e alla fine del 1866 le Casse di risparmio secondo la varia importanza dei rispettivi patrimoni:

	31 dicemb. 1865 Numero delle Casse	31 dicemb. 1865 Patrimonio lire	31 dicemb. 1866 Numero delle Casse	31 dicemb. 1866 Patrimonio lire
Casse con patrimonio inferiore a lire 1,000	10	3,470	8	3,657
Da lire 1,001 a 2,000	9	14,981	8	12,531
Id. 2,001 a 5,000	11	37,725	13	41,217
Id. 5,001 a 10,000	15	97,709	16	117,435
Id. 10,001 a 15,000	4	47,662	2	24,170
Id. 15,001 a 25,000	6	113,991	7	131,521
Id. 25,001 a 50,000	17	711,090	14	582,838
Id. 50,001 a 100,000	12	946,556	15	1,049,094
Id. 100,001 a 300,000	11	2,333,130	13	2,394,833
Id. 300,001 a 500,000	4	1,731,959	4	1,610,511
Id. 500,001 a 1,000,000	»	»	1	662 670
Id. 1,000,001 a 2,000,000	1	1,576,063	1	1,695,390
Id. 2,000,001 a 3,000,000	1	2,068,352	1	2,212,089
Id. 3,000,001 a 7,417,433	1	7,379,970	1	7,417,433
Totale.....	102	17,055,964	104	17,938,389

La serie dei patrimoni al chiudersi della gestione 1866 procedeva da un minimo di 176 lire (Cassa di Aversa) ad un massimo di 7,417,433 lire (Casse di Lombardia). Otto Casse avevano un patrimonio che non raggiungeva le 1,000 lire, tre che superavano il milione.

I patrimoni da 5 a 10,000 lire (16), da 50 a 100,000 (15), da 25 a 50,000 (15), da 100 a 300,000 (13) e da 2,000 a 5,000 (13) erano i più numerosi.

Quale fosse nei compartimenti la dote primitiva, nonchè il patrimonio delle Casse, negli anni 1863-66 si scorge dal successivo prospetto.

COMPARTIMENTI	Utili dell'esercizio 1866	Patrimonio delle Casse al 31 dic. 1866	Utili per L. 100 di crediti
Piemonte	80,.44	555,041	0,96
Liguria	14 227	125,722	0,39
Lombardia	46,088	7,416,911	0,03
Veneto	143,175	758,374	1,58
Emilia	293,322	5,068,670	0,82
Umbria	43,233	369,969	1,18
Marche	46,454	622,435	0,97
Toscana	198,569	2,804,046	0,41
Abruzzi e Molise.	1,738	1,918	4,71
Campania.....	792	2,053	0,80
Puglie.......	201	2,187	1,27
Calabrie	4,915	70,573	3,45
Sicilia.......	2,203	71.266	0,19
Sardegna.....	6,513	38,726	1 84
Regno ...	882,004	17,937,931	0,36

Lasciate da parte le provincie meridionali, le quali darebbero, per la scarsa loro importanza, termini di confronto di poco valore, dalle cifre del quadro emerge che gl'istituti, il cui patrimonio s'accrebbe più rapidamente nel quadriennio, appartengono alle provincie venete ed all'Emilia (16,71 e 16,72 per 100 medio annuo), a cui succedono, a breve intervallo, le Casse dell'Umbria (14,32), del Piemente (11,99) della Toscana (10,04) e delle Marche (9,98).

Il patrimonio delle Casse di Lombardia, che nel triennio 1863-65 da 5,964,945 lire era salito a 7,400,823 (10, 75 per 100 all'anno di aumento), non crebbe nell'anno successivo, per cagione delle perdite sovrammenzionate, che di 46,088 ossia in ragione del 0,62 per 100.

Tale a un di presso è la graduazione che presentano le diverse regioni nella serie dei rapporti tra i profitti e il credito delle Casse nel 1866. Le Casse del Veneto occupano in questa serie di rapporti il posto più elevato (1,58 di profitto per 100 lire di credito), per contro la Cassa di Lombardia tiene il grado inferiore (0,03 per 100).

Molte Casse italiane godono, per le somme che hanno in deposito, la sicurtà dei municipi, dei Monti di pietà e di altri istituti, con cui hanno comune l'amministrazione. Altra guarentigia dei propri risparmi trova inoltre il ricorrente nel patrimonio o fondo di riserva delle Casse stesse. Il quale per tutte le Casse del Regno si ragguaglia alle somme depositate come 8,48 a 100; la quale ragione media supera quella osservata nel 1864 di 0,66 per 100, sebbene il credito dei depositanti abbia avuto nel quadriennio un considerevole incremento. Le più solide guarentigie, dipendenti dal fondo di riserva, sono offerte ai depositanti delle Casse dell'Emilia (17,67), delle Marche (15,92) e dell' Umbria (13,08 per 100). Nella Cassa di Lombardia il rapporto tra il fondo di riserva e il credito dei depositanti, è inferiore a quello che presentano le Casse di altri compartimenti.

Se in Italia queste istituzioni sono generalmente autonome, in Francia soprattutto, ed in alcuni Cantoni della Svizzera è palese la ingerenza dello Stato, della provincia o del Cantone; epperò presso quelle nazioni la sicurezza delle somme affidate alle Casse si basa più sull'autorità dei corpi che le proteggono, che sul fondo di dotazione e di riserva; i quali si ragguagliano in Francia al 2,75 per 100 dei depositi che custodiscono; nella Svizzera al 4,80 per 100, in Prussia al 5,43 per 100, ed al 9,22 in Austria; la sola che superi in questo ragguaglio le Casse italiane.

Movimento di Cassa. — Il movimento di Cassa, che rappresenta il giro complessivo del denaro e dei valori, raggiunse nel 1866 la somma di 477,274 527 lire, con un aumento effettivo di 38,677,806 lire (9 per 100) a fronte del movimento di Cassa verificatosi nel 1864. Di quella somma 240,638,430 lire rappresentano le riscossioni, lire 236,636,097 i pagamenti. Il fondo di Cassa che al 1° gennaio 1866 non era che di 5,536,359 lire, al 31 dicembre dello stesso anno raggiunse 9,538,692 lire.

Denaro in cassa al 1° gennaio 1866. . L.	5,536,359
Riscossioni.	
Risparmi e depositi. . . . . L.	86,926,576
Restituzione di mutui e diverse. . . . »	153,711,854
Totale. . . . L.	240,638,430
Pagamenti.	
Rimborsi di risparmi e di depositi. . L.	99,214,962
Rinvestimento di capitali, mutui e diversi. . . . . »	137,421,135
Totale . . . . L.	236 636 097
Denaro in cassa al 31 dicembre 1866 . L	9,538,692

Il denaro giacente in Cassa si ragguaglia al movimento generale delle riscossioni e dei pagamenti come 2 a 100. La media giornaliera dei valori entrati e usciti dalle Casse è di 1,300,000 lire, cifra che corrisponde appena alla settima parte del fondo disponibile in Cassa. Il quale, mentre oltrepassa siffatta misura nelle Casse della Lombardia, delle Puglie e delle Calabrie, non la raggiunge invece in quelle degli altri compartimenti.

Cotesto fondo di Cassa più o meno ragguardevole è esso sintomo della difficoltà in cui talvolta si trovano le Casse nel rinvestimento dei capitali, oppure è indizio della maggiore o minore prudenza delle amministrazioni che tengono in serbo i fondi con cui soddisfare alle domande di rimborso? È manifesto che le amministrazioni, le quali per avventura inclinassero ad abbondare di cautele, avrebbero più agevole il còmpito nei tempi di crisi, in cui, come ognun sa, basta l'avere di che rispondere alle prime richieste di rimborsi, perchè cessino le trepidazioni e con esse le domande di restituzione dei capitali.

§ III.

Conto dei ricorrenti per risparmii.

Movimento dei libretti e dei depositi e rimborsi. — Gravi furono, come abbiamo accennato, le cause che perturbarono le operazioni delle Casse durante il 1866. In quell'anno infatti si ebbe, a fronte del 1864, una diminuzione nel numero dei depositi per risparmii (676,161 nel 1864 e 526,186 nel 1866) ed un aumento in quello dei rimborsi (293,240 e 428,380). Nelle somme depositate si sarebbe invece osservata la ragione inversa, avendo cioè, nel 1866, superato di 4,401,810 lire, ossia del 5,56 per 100, quelle del 1864 (da 79,174,010 a 83,575,820). Anche le somme dei rimborsi crebbero dal 1864 al 1866 di 17,186,258 lire, ossia nella proporzione molto maggiore del 23,07 per 100, mentre da 74,507,130, nel primo degli anni indicati, raggiunsero la cospicua cifra di lire 91,693,388 nel secondo.

Le stesse vicende osservate nei depositi e nei rimborsi si riscontrano nell'accensione e nell' estinzione dei libretti:

	1864	1866
Libretti accesi . . .	97,010	82,880
Libretti estinti . . .	76,983	90,880

Gli interessi decorsi a favore dei ricorrenti per risparmii ascesero nel 1866 a 9,488,778 lire; delle quali 1,601,185 vennero pagate alle scadenze e 7,887,593 capitalizzate col credito di ciascun ricorrente.

Or ecco specificato il conto attivo e passivo dei ricorrenti negli anni 1864 e 1866:

ATTIVO		*Conto dei ricorrenti* 1864	1866
Libretti accesi . . .	N.	97,010	82,880
Depositi.	N.	676.161	526,186
Somme depositate. . .	L	79.174.010	83,575.820
Interessi decorsi. . . .	L.	7,977,054	9,488,778
PASSIVO			
Libretti estinti	N.	76,983	90,880
Rimborsi	N.	293,240	2428,380
Somme rimborsate . .	L.	74,507,130	91,693 388
Interessi pagati	L.	1,021,431	1,601,185

Rispetto ai compartimenti i maggiori aumenti effettivi nelle somme depositate nel 1866 di fronte a quelle del 1864, spettano alle Casse della Lombardia (9,556,026) e del Piemonte (1,098,673); per contro presentano nel 1866 una grave diminuzione i depositi delle Casse venete (2,391,932), della Campania (2,281,651) e della Toscana (902,830).

Nell'Emilia e nella Campania le somme rimborsate nel 1866 non raggiunsero quelle del 1864. Il medesimo non può dirsi degli altri compartimenti, nei quali si verificò il caso opposto. È soprattutto notevole l'aumento dei rimborsi fatti dalla Cassa di Lombardia, i quali da lire 33,131,817 nel 1864 raggiunsero 49,705,455 lire nel 1866.

Dal ragguaglio tra i libretti accesi ed estinti ed il totale dei libretti si ritrae come per 100 libretti in circolazione alla fine del 1866 se ne fossero, durante l'anno, accesi 19,37 ed estinti 21,24; ossia in altri termini che una quinta parte circa dei libretti in circolazione sono rinnovati.

La proporzione tra i libretti accesi e quelli estinti fu, per tutto il Regno, di 91,19 per 100.

Sopra 100 lire di risparmi se n'ebbero 38,74 per nuovi depositi e 42,52 per rimborsi.

Una riprova di quanto gli straordinari casi del 1866, più volte menzionati, poterono influire sulla somma dei risparmi, l'abbiamo nel rapporto tra i rimborsi e i depositi e nel valore delle somme ritirate ragguagliato alle somme versate, gli uni e gli altri considerati comparativamente negli anni 1864 e 1866.

Rimborsi su 100 *depositi*

Anno 1864	43,37
Anno 1866	81,41

Sono rimborsate su 100 *lire depositate*

Anno 1864	94,11
Anno 1866	109,71

Le Casse alle quali devesi principalmente attribuire la differenza fra gli esercizi dei due anni 1864 e 1866 sono quelle del Veneto (126,74 rimborsi per 100 depositi e 73,81 lire di rimborso per 100 di deposito nel 1864 e 210 31 e 174,14 nel 1866), della Lombardia (73,50 e 82,02 nel 1864; 133,43 e 99,51 nel 1866), dell'Umbria (15,32 e 67,58 nel 1864; 30,87 e 144,06 nel 1866), della Toscana (36,20e 115,10 nel 1864; 62,19 e 133,14 nel 1866) e della Campania (45,23 e 115,54 nel 1864; 113,32 e 128,21 nel 1866).

Abbiamo avuto in Italia, durante l'anno 1866, un deposito ogni 46 ed un rimborso ogni 57 abitanti.

Il termine medio generale di un deposito ogni 46 abitanti, già abbastanza modesto per sè, scende a proporzioni minime in alcuni compartimenti. Realmente nelle Calabrie su 6,140 abitanti, nella Basilicata su 3,572 e negli Abruzzi su 911, una sola persona si presentò per depositi alle Casse di risparmio. Condizioni senza confronto più favorevoli offrono la Lombardia, l'Emilia e la Toscana con un deposito sopra 21,18 e 22 abitanti, e l'Umbria e le Marche con 20 e 12 abitanti per deposito.

Quando pure si volesse escludere dal computo la popolazione che per la distanza dalle sedi delle Casse non è in grado di profittarne, e comprendervi soltanto quella che dimora nelle comunità provviste di tali istituzioni, il ragguaglio dei depositi agli abitanti sarebbe stato di 1 : 9.

Un maggior concorso per depositi riscontrasi nelle Casse della Lombardia e delle Marche (1 deposito ogni 4 abitanti delle comunità con Casse), dell'Emilia (1 ogni 6), della Toscana (1 ogni 8) e dell'Umbria (1 ogni 9): gli altri compartimenti non raggiungono la media del Regno.

L'interesse che le Casse corrispondono ai ricorrenti sui risparmi, è in media generale del 4.39 per 100; e poichè le Casse prendono, come abbiamo visto, il 5,56 per 100 sui capitali rinvestiti, così sopravanza ad esse un vantaggio di 1,17 per 100 lire di risparmi. Codesto sopravanzo, dopo aver sopperito alle spese ed alle perdite eventuali, serve generalmente ad alimentare il patrimonio o fondo di riserva.

L'interesse corrisposto ai creditori è, in termine medio, più elevato nel Veneto (6,02), nelle Puglie (4,95), in Piemonte e nelle Marche (4,80).

Sopra 9,488,778 lire d'interessi decorsi in favore dei ricorrenti, lire 1,601,185 (16,87 per 100) figurano come pagate alle scadenze o all'estinzione dei libretti; la rimanente somma è lasciata dai creditori in aumento del fondo dei risparmi.

(*Continua*)

NOTIZIE ESTERE

FRANCIA

Il senatusconsulto è il tema degli articoli dei giornali francesi del 4 agosto.

Il *Débats* ne dice tra altro:

Finora non vi erano che dei ministri; d'ora innanzi vi sarà un ministero. Però non si può a meno di notare il senso vago dell'articolo relativo alla responsabilità ministeriale. Di fronte a chi sarà risponsabile il Ministero? Si potrebbe credere che non lo sarà che di faccia all'Imperatore, giacchè nell'articolo 2° del senatusconsulto, come nell'articolo 13° della costituzione, è detto che i ministri non dipendono che dal capo dello Stato. Se non che quello che vi ha di oscuro in questa disposizione del progetto di senatusconsulto, si farà chiaro in pratica. In teoria i ministri continueranno a non dipendere che dal Capo dello Stato, ma per la forza istessa delle cose l'esistenza del ministero dipenderà dal Parlamento.

Il *Constitutionnel* s'esprime come segue:

L'Imperatore ed i ministri hanno compiuto l'opera loro: le riforme costituzionali, oggetto degli ardenti desiderii del paese, sono indicate nel progetto di senatusconsulto. Noi abbiamo riconosciuto e ripetiamo che questo progetto è il compimento sincero e leale delle promesse del Messaggio del 12 luglio.

Spetta ora al Senato di esaminare l'opera del Governo, di discuterla e di accelerarne l'attuazione... A questo riguardo noi consideriamo come un buon presagio il discorso del sig. Rouher. L'uomo di Stato il quale in una circostanza così solenne, è stato posto alla testa del Senato, ha saputo valersi dell'ascendente della sua alta posizione, esponendo all'assemblea il carattere e lo scopo delle modificazioni che sta per subire il patto fondamentale... Il discorso del signor Rouher è eminentemente liberale come l'opera che porta nel seno del Senato; noi amiamo vedere in ciò un indizio che l'opera del Senato sarà pure liberale e inaugurerà un nuovo periodo glorioso e prospero per la Francia imperiale.

La *France* a sua volta scrive:

La riforma che il progetto di senatusconsulto ha per oggetto, è una riforma notevole; solo l'ingiustizia od un partito preso potrebbero disconoscerlo.

Da qualunque punto si voglia prendere le mosse; sia che si apprezzino le circostanze che ne furono l'origine, sia che se ne esamini il testo preciso e positivo; sia che si consideri il duplice commento che ne hanno dato il signor Rouher col suo discorso ed il signor Duvergier nell'esposizione dei motivi, è impossibile di non ravvisare nel senatusconsulto una modificazione profonda delle nostre istituzioni.

Ma ritorneremo su questo argomento che è troppo grave perchè sia permesso di sfiorarlo soltanto. Per ora ci basti costatare che l'articolo 2° del senatusconsulto contiene, come l'articolo 5° relativo alle attribuzioni del Senato, una disposizione delle più importanti destinate ad esercitare un'influenza notevole sulla condotta del governo.

Noi abbiamo un impero parlamentare largo quanto lo comportano le basi stabilite dalla volontà popolare. Ora non resta che a far appello allo spirito politico ed al patriottismo dei grandi corpi dello Stato e di tutti i buoni cittadini.....

— Si legge nel *Constitutionnel*:

Parecchi emendamenti saranno proposti al Senato sul progetto di senatusconsulto. Quelli che precederanno il cominciamento della discussione in seduta generale, saranno rinviati al presidente della Commissione, che esprimerà il suo parere in un rapporto suppletorio, se il rapporto principale sarà già stato presentato.

Quanto agli emendamenti che saranno proposti durante la discussione non potranno esser presi in considerazione se non porteranno la firma di sei senatori.

— Si legge nella *Patrie*:

Di cento e sessantasette membri che conta il Senato, alla seduta di ieri in cui è stato letto del senatusconsulto, intervenivano cento e venti.

Il nuovo presidente, signor Rouher, è stato accolto al Senato con molta simpatia.

Il signor di Saint Beuve, ancora sempre indisposto, non assisteva alla seduta.

Dai nomi dei membri nominati a presidenti e segretari degli uffici è lecito giudicare che al Senato le disposizioni sono favorevoli al senatusconsulto.

Si è osservato che il Principe Napoleone, il quale assisteva alla seduta, si è trattenuto lungo tempo col signor Conti e col signor Duruy, nominato di recente senatore.

Il Senato si riunirà giovedì per nominare una Commissione di dieci membri la quale avrà ad esaminare il progetto di senatusconsulto.

— I giornali francesi pubblicano il testo del dispaccio indirizzato dall'Imperatore dei Francesi al Presidente degli Stati Uniti in occasione dell'immersione della corda transatlantica franco-americana. Il dispaccio è concepito in questi sensi:

« Sono ben lieto d'inaugurare la nuova linea telegrafica che unisce la Francia all'America inviandovi l'espressione dei miei voti per voi e per la prosperità degli Stati Uniti. »

Il Presidente Grant ha risposto ne' seguenti termini:

« Rispondo cordialmente a' vostri voti con voti eguali, ed io nutro la fiducia che la politica liberale degli Stati Uniti, sotto gli auspici della quale è stata immersa la corda, riuscirà alla creazione di numerosi mezzi di comunicazione del o stesso genere, specialmente fra questo paese ed il suo più antico alleato ed amico. »

CONFEDERAZIONE GERMANICA DEL NORD.

Si legge nella *Gazzetta di Colonia*:

È giunto l'ordine di mandare nelle riserve, dopo le manovre annuali, tutti i soldati d'infanteria dell'armata federale del Nord, che sono entrati al servizio nel 1866. Inoltre si manderanno in congedo illimitato da 15 a 20 nomini per compagnia dei soldati della classe del 1867. Godranno di questo beneficio i soldati che si sono ben condotti ed hanno mostrato una certa abilità negli esercizi. Siccome le nuove reclute d'infanteria non raggiungeranno i loro corpi che alla metà di dicembre, così non vi saran sotto le armi dalla metà di settembre alla metà di dicembre, che la classe del 1868 e una parte di quella del 1867, ciò che prova in maniera evidente che a Berlino non si crede che la pace possa essere in qualche modo turbata.

MONARCHIA AUSTRO-UNGARICA

L'*Abendpost* pubblica i seguenti due dispacci di cui fece ripetutamente cenno il telegrafo in questi ultimi giorni:

Dispaccio del R. ministro di Stato sassone barone di Friesen al barone di Könneritz a Vienna.

Marienbad, 18 luglio 1869.

Il dispaccio pubblicato sotto il num. 39 nella collezione di « Corrispondenze dell'I. R. Ministero degli esteri » (il così detto *Libro Rosso*) diretto all'I. R. inviato a Dresda signor barone de Werner dell'8 corr. a cui si riferisce il rapporto di V. E. del 14 corr., fu comunicato al mio sostituto consigliere intimo de Bose il 10 del corrente mese, avendo io lasciato Dresda, con sovrano permesso, fino dal 3 corr. per far uso della cura di Marienbad Io stesso ebbi conoscenza dell'esistenza, e contemporaneamente della pubblicazione di questo documento soltanto il 15 corr., avendolo letto nella *Köl Zeitung*.

Sono quindi gratissimo che V. E., appena avuto contezza di questo documento, abbia preso ulteriori informazioni su ciò che diede occasione allo stesso, e che ella abbia fatto rapporto immediato sugli schiarimenti a lei dati in proposito dal signor cancelliere dell'Impero.

Se quindi, dopo avuta cognizione di questo dichiarazioni, mi è tolto ogni motivo di entrare nel contenuto materiale del dispaccio dell'8 luglio, per quanto anche varie osservazioni in esso contenute sopra affari sassoni, e le conseguenze che se ne traggono, potrebbero darmi occasione ad alcune fondate controsservazioni, non mi rimane che un punto, intorno al quale io non posso lasciare quel dispaccio senza risposta.

Nell'introduzione del medesimo viene osservato: che sembra essersi tentato d'influire sul giudizio del R. Governo sassone nel senso d'una interpretazione sfavorevole all'Austria dell'avvenuto, e che sembra particolarmente essersi tratto partito dal dispaccio del 1° maggio per far apparire il procedere dell'I. R. governo « sotto l'aspetto d'un servigio d'amicizia reso al governo francese e con esso concertato », e poco dopo viene accennato che l'intenzione del dispaccio è di non lasciare il gabinetto sassone « sotto l'influenza atta a fuorviare » di tali « insinuazioni ».

Ora, non si trova in tutto il dispaccio nessuna indicazione, nè su quali fatti il signor cancelliere dell'Impero appoggi questa supposizione, nè da quale parte siano partite quelle pretese insinuazioni, ed io debbo deplorare ciò tanto più vivamente, in quanto che mi fu tolta così la possibilità d'una speciale confutazione, per cui debbo limitarmi alla precisa dichiarazione, che quella supposizione è del tutto infondata, e che non fu fatto alcun tentativo da nessuna parte per influire qui nel senso suaccennato.

Del rimanente io seguo soltanto il proprio esempio del signor cancelliere dell'Impero, nel provocare anch'io le sue « esperienze sassoni » ed esprimo il convincimento che nessuno imparò mai a conoscermi siccome un uomo, che si assoggetta facilmente « ad influenze atte a fuorviare » delle altrui « insinuazioni » e che mi si presterà quindi fede quando io assicuro che le poche osservazioni da me fatte in colloqui confidenziali coll' i. r. inviato, relativamente al dispaccio del 1° maggio a. c., partivano dal mio proprio convincimento, fondato sopra una analisi abbastanza completa del contenuto di quel documento, che mi era pervenuto dalla Regia Legazione sassone di Bruselle e di Londra fino dai primi di giugno a. c.

Prego V. E. di voler comunicare questa nota al signor cancelliere dell'Impero, e tosto dopo darne annunzio in via telegrafica al Ministero degli affari esteri a Dresda, dacchè in seguito alla pubblicazione del dispaccio dell'8 luglio p. p. è divenuta inevitabile, sebbene con mio vivo dispiacere, anche la pubblicazione di questa nota.

Il Ministro di Stato per gli affari esteri

FRIESEN, m. p.

Risposta diretta al barone di Werner, inviato austriaco a Dresda.

Vienna, 29 luglio 1869.

V. E. leggerà nel numero odierno del *Dresdner Journal* un dispaccio che il regio Ministro di Stato barone di Friesen, il quale soggiorna ora a Marienbad, si vide indotto ad indirizzare al barone Könneritz, r. inviato sassone, ch'è pure assente da Vienna e trovasi ad Ischl. Posso quindi supporre che il contenuto ne sia noto a V. E.

Mi rivolgo anzitutto alla chiusa di questa nota, in cui è detto che la pubblicazione della medesima è divenuta inevitabile, con vivo rammarico del regio Ministro. Invero questa inevitabilità mi riesce altrettanto poco provata quanto la necessità della nota stessa, perocchè mentre la pubblicazione del mio dispaccio dell'8 luglio aveva per base il bisogno di opporsi ad inesatte interpretazioni d'un passo dell' i. e r. Governo, di cui si era parlato molto, qui non militano riguardi somiglianti, giacchè il dispaccio dell' 8 luglio non conteneva attacco qualsiasi contro il regio Governo sassone; però dopo la smentita avvenuta precedentemente nel *Dresdner Journal* non avrei più creduto dover attendere la nota stessa. Ma la cosa, a cui posso associarmi meno ancora, è il rammarico espresso dal regio Ministro per la inevitabile pubblicazione. Io, dal mio canto, la saluto anzi come una gradita imitazione nella via seguita dall' i. e r. Governo mediante la pratica del *Libro Rosso*. L'utilità di questa istituzione mi fu però di nuovo evidente, giacchè se il dispaccio dell' 8 luglio non fosse stato compreso nel *Libro Rosso*, il barone Friesen non l'avrebbe letto nella *Kölnische Zeitung*, e non sarebbe stata porta occasione a schiarimenti, i quali hanno sempre il loro valore.

Ciò che, all'incontro, deploro sinceramente è che il barone di Friesen rinunci alle controsservazioni, alle quali gli diede motivo l'essermi io riferito alle condizioni sassoni, e ciò tanto maggiormente in quanto io avevo in vista un periodo di tempo, durante il quale entrambi noi ci trovavamo in pienissimo accordo e intelligenza e nel pensare e nell'agire; ondechè con quest'osservazione retrospettiva io credevo di risvegliare soltanto ricordanze gradite.

Confermo di buon grado ch'io ebbi molteplici occasioni d'imparar a conoscere l'indipendenza di giudizio del signor ministro. Appunto perciò mi si presentava ovvio il pensiero di fare appello all'indipendenza del suo giudizio in una quistione che ci concerne. Debbo osservare di passaggio che il mio dispaccio dell'8 luglio non parla di « un'influenza » atta a fuorviare, ma di « un'impressione » atta a fuorviare. Probabilmente la colpa di ciò sta in un errore di stampa della *Kölnische Zeitung*.

Ciò che diede motivo soltanto al dispaccio dell'8 luglio fu, lo ripeto, il bisogno di difesa. Io rinunzio ad entrare in ulteriori spiegazioni, e

mi limito all'osservazione che quando il regio incaricato d'affari di Sassonia mi lesse la nota del barone di Friesen, io mi limitai a fargli vedere informazioni ufficiali, dalle quali risulta che a Dresda fu fatta una comunicazione sul dispaccio trasmesso al conte Wimpffen in data del 1° maggio, e ciò in un modo che non era atto a far valutare questo passo dell'imp. e regio governo secondo i suoi veri motivi e scopi.

Del resto, servirà forse ad assicurare il barone di Friesen se io accenno che questa spiacevole faccenda fu ripetutamente oggetto di esteso ed amichevole discorso fra me e il regio inviato prussiano barone Werther, ed io mi credo autorizzato a sperare che gli schiarimenti ottenuti per tal modo troveranno la desiderata valutazione anche a Berlino.

Voglia l'E. V. comunicare la presente nota al consigliere intimo de Bose qual sostituto del signor ministro assente.

Accogliete, ecc.

BEUST m. p.

— I giornali viennesi del 1° agosto recano:

A quanto si annunzia, di questi giorni la delegazione del Consiglio dell'Impero esaurirà in una seduta plenaria il bilancio del Ministero degli affari esteri. Naturalmente, nella discussione generale parecchi membri dell'opposizione prenderanno a parlare, e nella discussione speciale presenteranno le proposte che furono respinte nella Commissione. Le relazioni colla Prussia verranno trattate dal conte Spiegel e dal dottor Sturm, quelle colla Francia dal dottor Rechbauer, e quelle con Roma dal barone di Weichs.

— Si scrive per telegrafo in data 3 agosto all'*Osserv. Triestino*:

La Commissione di marina della delegazione ungarica approvò il bilancio ordinario senz'alcuna riduzione. Nel bilancio straordinario furono cancellati 100 mila fiorini per i fucili Werndl. Per le spese delle truppe furono accordati fiorini 22,362,000 invece di 23,758,516.

Nella delegazione del Consiglio dell'Impero fu presentata una risoluzione per la riforma dell'amministrazione dell'arsenale sulla base dell'economia pubblica. Il Ministro della guerra presentò una richiesta d'indennità per essersi oltrepassato il bilancio ordinario del 1868 di f. 2,7000,000, e una domanda di credito suppletorio di f. 3,790,000 per il 1869.

SPAGNA

La *Patrie* scrive che nella notte del 26 al 27 luglio furono sbarcate numerose armi e munizioni sulla costa del Guipuzcoa, non lungi da Bilbao. L'operazione fu fatta regolarmente e senza impedimento. Un corpo di partigiani sorvegliava il naviglio che fu immediatamente scaricato. Alcuni carri, disposti precedentemente, aspettavano gli oggetti componenti il carico, e allo spuntar del giorno il convoglio si è posto in marcia per l'interno.

I carlisti hanno formato nelle montagne di cui sono padroni parecchie piazze d'armi ove sono concentrate le loro provviste per esser dirette sui punti in cui si organizzano le bande. Finora gli sbarchi di armi non sono stati inquietati, ma assicurasi che il governo stabilisca crociere per la sorveglianza delle coste.

TUNISI.

Si scrive da Tunisi, 27 luglio, all'*Osservatore triestino*:

Oltre i molti altri memoriali, che già uscirono intorno agli affari di questo paese, oggi ne fu pubblicato un nuovo, come gli altri in idioma francese, e sotto la denominazione di « Esposizione dei fatti concernenti i prestiti tunisini e i reclami dei creditori francesi. »

Questo fascicolo, scritto con molta esattezza, contenente fatti positivi, proviene dal *Comptoir d'Escompte* di Parigi, e quindi può ritenersi che queste sono pure le vedute fondamentali del governo di Francia su questo paese.

La conclusione di questo volume è così concepita: « I capitalisti francesi hanno somministrato nel 1863 e 1865 i fondi per due prestiti, per i quali il bey di Tunisi ha dato in guarentigia l'imposta personale, il dazio sugli oliveti, come pure i diritti doganali. Un gruppo di negozianti e banchieri locali, appoggiati da qualche agente consolare, ha ottenuto dal bey un regolamento di crediti, in favore del quale si fecero concedere varii privilegi e imposte, già anteriormente concesse ai capitalisti francesi. Il sovrano della Tunisia, privato dei suoi migliori proventi, pell'abbandono che ei fece ai creditori locali, è stato forzato a sospendere i pagamenti del suo debito estero. All'interno poi, ei sente che il suo governo è paralizzato. Inquietato per gli energici passi della Francia, il bey propose una specie di liquidazione sulle basi seguenti: riduzione d'interessi, prolungamento dell'ammortizzazione, revisione dei crediti e delle attribuzioni d'una ipoteca collettiva a tutti i crediti riconosciuti. I creditori francesi acconsentono a questo accomodamento, i concessionari delle conversioni vi muovono ostacoli. Se non avverrà una pronta soluzione, una crisi delle più dannose è inevitabile nella Tunisia. La Francia, lasciando a parte la protezione che deve dare ai suoi nazionali, ha degli interessi d'un ordine superiore nell'Algeria: essa sarebbe infallibilmente condotta a provvedimenti di preservazione, che getterebbero una nube nella politica europea. »

Intanto che i torchi di Parigi stampavano questo volume, alcune di queste idee furono già recate ad effetto.

NOTIZIE VARIE

Ieri sera, 4 corrente, ebbe luogo l'immissione dell'acqua proveniente dall'Arno mediante un sistema tubulare, nel nuovo Bagno municipale situato nel Corso dei Tintori. Attesa la magrezza delle acque (come annunziava un manifesto del ff. di sindaco) fu sospesa l'immissione nel bagno destinato alle donne. In quello degli uomini invece vedemmo l'acqua riempiere gradatamente l'ampia vasca, elegantemente costruita, e circondata in alto da una ringhiera di ferro. Un trampolino collocato all'estremità permette ai bagnanti di gettarsi nell'acqua da una certa altezza, e vi son pure corde, campanelle e trapezii per coloro che vogliano esercitarsi nella ginnastica senza pericolo di farsi male cadendo. Il comm. Peruzzi, ff. di sindaco, alcuni della Giunta e del Consiglio, non che molti invitati assisterono allo spettacolo della immissione. Il locale è assai comodo e pulitissimo, e la luce del gas si diffonde senza risparmio nel bagno, nei camerini, negli anditi, dappertutto insomma. Col nuovo bagno, che sarà aperto oggi stesso al pubblico, è soddisfatto un desiderio lungamente nutrito dalla nostra popolazione.

— Ci vien comunicato il seguente invito:

Il sottoscritto a nome proprio e di alcuni suoi colleghi invita tutti i medici, chirurghi e cultori di scienze fisiche e naturali che trovansi nel comune di Firenze a voler intervenire nel giorno 11 corrente a ore 12 meridiane precise nella sala delle adunanze della sezione di medicina e chirurgia nell'Arcispedale di Santa Maria Nuova, all'oggetto di conferire sui modi migliori di accogliere cortesemente i colleghi che converranno in Firenze per prender parte al Congresso internazionale che avrà luogo nel prossimo settembre.

Dott. PIETRO CIPRIANI.

— Leggesi nella *Lombardia*:

La Commissione centrale di beneficenza amministratrice della Cassa di risparmio di Milano ha accolte per intero le proposte che il Consiglio di aggiudicazione dei premii alle società operaie italiane ebbe a farle relativamente alle società che presero parte al sesto concorso. Sulle lire 6000 stanziate per premii conferibili nell'anno 1869, ha quindi la Commissione stessa ritenuti aggiudicati i seguenti premii:

Lire 1000 alla Società operaia di Cortona. — Lire 1000 alla Società operaia femminile di Jesi. — Lire 1000 alla Società operaia di Piacenza. — Lire 1000 alla Società fra gli artigiani di Soncino. — Lire 1000 alla Società fra gli artieri di Trento. — Lire 500 alla Società operaia di Desenzano. — Lire 500 alla Società di mutuo soccorso femminile di Siena.

La relazione riferibile a questo sesto concorso, in un col programma del settimo concorso, verrà pubblicata fra qualche mese e diramata a tutte le società operaie italiane di mutuo aiuto.

— In seguito alla disposizione data dal Ministero della guerra, che si tenga presso Capua nel prossimo settembre un campo militare, il generale conte di Pettinengo ha interrogato il Consiglio provinciale di sanità se in quel luogo il mese di settembre sia propizio agli esercizi militari. Il Consiglio ha risposto che lo è. (*Giornale di Napoli*)

— Si legge nella *Gazzetta di Genova*:

Domenica mattina per tempo nel cantiere di Sestri Ponente operossi il varamento del clipper denominato *Firenze*, della portata di 1100 tonnellate, costrutto dal signor Catenacci, quel desso che costrusse il *Cosmos* dei fratelli Frassinetti. L'operazione seguì felicemente. Armatore del *Firenze* è il signor Caffarena capitano marittimo di lungo corso.

— Scrive il *Conte Cavour* in data di ieri:

Alle ore tre del pomeriggio di ieri la Giunta municipale di Torino recavasi in vettura di gala a Palazzo onde presentare i suoi omaggi unitamente alle congratulanze della popolazione di Torino a S. A. R. la Principessa Maria, Duchessa d'Aosta, per la sua ricuperata salute.

S. A. R. accolse colla più squisita cortesia i degni rappresentanti della cittadinanza torinese.

— Nella *Gazzetta di Venezia* del 3 corrente si legge:

Dopo tanti giorni d'arsura, ieri nel pomeriggio incominciò, non senza consolazione di quelli che si sentivano oppressi dal caldo eccessivo, ad offuscarsi la serenità del cielo, e il lontano orizzonte carico di dense nubi, prometteva per la sera o durante la notte una pioggia ristoratrice. Nulla però minacciava il turbine repentino, che quasi costò la vita a molte persone. Alle 6 pom. un colpo di vento improvviso fece sbattere violentemente imposte, impannate e persiane delle finestre, schiantandone alcune dai loro sostegni, e fracassandone i vetri in grandissima quantità. Alcuni tegoli, rapiti dal vento, caddero a gran distanza, non senza danno, a quanto dicesi, di parecchie persone, che ne rimasero più o meno gravemente colpite. Noi sappiamo di positivo che una di nove imposte strappate dal vento nella caserma del Sepolcro, cadde addosso a un sergente, cagionandogli una grave ferita nel capo.

Il pericolo di una grande disgrazia fu maggiore però nella parte della laguna frequentata dai vaporetti, dagli *omnibus* e dalle altre barche che tragittano i passeggieri dalla città al Lido. Il piroscafo a ruote *Principe Umberto*, distante circa 200 metri da S. Maria Elisabetta del Lido, potè, a grave stento e per la grande perizia del suo comandante, signor Tommaso Naccari, afferrare l'approdo. Esso era carico di 76 passeggieri. L'altro piroscafo ad elice, *S. Marco*, comandante Santo Zagnolo, con 8 passeggieri, trovò rifugio nell'isola di S. Giorgio Maggiore, alla quale era vicino; e i pratici danno gran lode al signor Zagnolo per l'accortezza con la quale evitò la traversata sino alla Riva degli Schiavoni che sarebbe stata pericolosa.

Un *omnibus* al servizio degli ospizi marini, carico di fanciulli, correva grande pericolo, in prossimità al Ponte del Vino, e venne salvato dai barcaiuoli di traghetto.

L'*omnibus* n. 5 dell'impresapei trasporti a Lido, carico di passeggieri, preso dalla bufera, per buona fortuna potè poggiare nei cantieri di Sant'Anna, sbarcando colà le persone, non senza che la barca riportasse avarie.

L'*omnibus* n. 8 era pieno di passeggieri, fra i quali un consigliere d'appello ed il capitano Tito Caime. La barca trovavasi in mezzo del canale del porto, quando improvvisamente scoppiò il turbine. Senza perder tempo i barcaiuoli cominciarono a manovrare dando la poppa al vento e dirigendosi all'isola di S. Elena onde salvarsi.

Presso alla palude, conoscendo di trovarsi quasi al sicuro, il capitano Caime, che aveva preso la direzione della barca, pensò bene di far scendere nell'acqua i barcaiuoli per spingere a mano la barca verso l'isola di S. Elena.

La condotta del capitano e dei barcaiuoli fu tale da meritarsi l'encomio di tutti ed i ringraziamenti delle persone ch'erano sulla barca, pel loro sangue freddo ed il loro coraggio. Essi cercarono con ogni maniera di tranquillare i passeggieri ch'erano in preda ad una paura fortissima.

Anche il signor consigliere d'appello, che desidera di non essere nominato, per primo si gettò in acqua assieme ai barcaiuoli, e contribuì non poco a mantenere la calma negli spaventati passeggieri.

Molte gondole furono disperse e corsero grave pericolo: una fra queste, con due donne e tre bambini, minacciò di capovolgere dinanzi alla Riva degli Schiavoni; una fu salvata da un burchio; un'altra con due signori fu fracassata, ma gli uomini furono raccolti salvi in una lancia; al traghetto di S. Marco e a quello della Salute, varie gondole furono sconquassate, ma nessun accidente doloroso si ha a lamentare.

Allo Stabilimento dei bagni al Lido non avvenne la più piccola avaria, mentre lungo la strada da Santa Maria Elisabetta alla riva del mare il vento sradicò alberi e rovesciò siepi.

I barcaiuoli che vanno commendati pel loro coraggio e che meritano di essere ricordati, sono: Bino Natale, Meneghetti Giovanni, Antonio Mareschi e Giacomo Zennaro, nonchè il capitano Caime Tito, il quale colla buona direzione trasse in luogo di salvezza venti persone pericolanti.

Il turbine non durò per fortuna se non pochi minuti. Poco appresso la laguna era calma; infida calma, alla quale crede soltanto chi non ebbe una volta a vedere com'essa d'improvviso si muti e come si trasformi in orribile aspetto, in minaccia di morte, quell'acqua tersa e tranquilla, in cui si specchiavan poc'anzi le vaghe nuvolette e l'azzurro del cielo.

— R. Accademia medica di Torino. — Nell'adunanza 23 corrente l'Accademia ebbe a sentire tre rapporti dai soci Porporati, Sella e Valerio, con osservazioni in proposito, fatte da Bonacossa e Peyrani.

Rapporto Porporati: esso versa sulla *magnete* ed *i nervosi*, del prof. Maggiorani: questo esperto clinico preconizza la magnete naturale, come misuratore della sensibilità generale del nostro corpo e come mezzo diagnostico e terapeutico, specialmente nelle malattie nervose: la gente robusta dall'applicazione della magnete a diverse parti del corpo, quasi non risente impressione, ma gl'individui suscettivi e nervosi vi rispondono con una fenomenologia piuttosto intensa e varia in diverse contingenze, come risulta da sperienze fatte a Roma, Napoli, Palermo, Milano, Genova, ecc.

Rapporto Sella: *Sulle acque termali clorurate di Salins* (Savoia), del dott. Laissus.

Le terme di Salins sino a questi ultimi tempi utilizzate per la fabbrica del sal di cucina, ora sono convertite ad uso di stabilimento balneario: le acque sono limpide, salate, contenendo per litro grammi 16 di sali, di cui 10 di cloruro di jodio: la loro temperatura tocca i 38 centigradi, per cui da questo lato sono preferibili alle acque salate di Alemagna: tanto in bagni che per uso interno, esse sono sovrane nelle malattie da scrofola, essendo le stesse toniche e risolutive.

Rapporto Valerio: *Sull'igiene popolare*, del dottore Bruzza.

Il relatore traccia la storia della popolarizzazione delle scienze naturali e della igiene in particolare ed in buona parte ne fa tornare il merito al giornalismo, non senza ricordare però con onore una lunga schiera di medici specialmente piemontesi, che con iscritti elementari hanno cercato di diffondere tra il nostro popolo i benefici precetti dell'igiene: tra questi filantropi annovera anche il Bruzza, quantunque le massime da lui dettate nel suo libro non sieno tutto affatto vestite di quella forma attraente, che in siffatti argomenti ha pur tanto valore.

Il segr. A. MORIGGIA.

— Un dispaccio da Marsiglia del 3 agosto annunzia che la sentenza relativa al naufragio del *Generale Abbatucci* fu pronunziata quella mattina. È redatta con lunghe e gravi motivazioni.

Il capitano Nicolai è condannato a un mese di prigione: il secondo Giacobini a due anni: l'Alessandrini a quindici mesi: il Valzi, il Valeri, il Marini e il Balsamo a tre mesi: il Prosperi e l'Alfonsi a due mesi: il Lota, il Galero, il Filippi e il Giovanni sono rilasciati.

— I giornali scientifici della Francia annunziano che un giovane scienziato, il signor Luigi Duros Du Hauron, dopo sette anni di continui studi ha risoluto l'importante problema della riproduzione dei colori naturali nelle fotografie.

Il punto di partenza dell'autore è stato il principio: che tutti i colori semplici si riducono ai tre soli: il rosso, il giallo e il bleu; e che quindi tutte le indefinite colorazioni della natura non sono che una combinazione in indefinite proporzioni di questi tre colori elementari.

Dipendentemente da questo principio il metodo del signor Du Hauron consiste nell'ottenere dall'istesso oggetto tre distinte immagini, una rossa, una gialla ed una bleu, e quindi sovrapporre in una queste tre fotografie.

Per ottenere queste tre immagini si fanno passare i raggi luminosi che partono dall'oggetto che si vuol fotografare, attraverso tre vetri; uno verde, l'altro violaceo, il terzo rosso aranciato che sono i complementari del rosso, giallo e bleu.

DIARIO

Il *Journal des Débats*, la *France*, il *Constitutionnel* e tutti i principali organi della pubblica opinione francese si dichiarano generalmente soddisfatti delle riforme accennate nel progetto di senatusconsulto. Tutti sono d'accordo a giudicare che esse corrispondono esattamente alle promesse del messaggio del 12 luglio e contengono i germi di un vero e largo sistema parlamentare. In altra parte della *Gazzetta* riferiamo taluni estratti delle opinioni dei fogli parigini sull'importantissimo argomento.

Il 28 luglio nella chiesa del palazzo di Stocolma venne celebrato il matrimonio della principessa Luigia di Svezia e Norvegia col principe reale di Danimarca.

Giunti il 23 luglio, il re e la regina di Danimarca sono discesi col loro seguito al palazzo di Stocolma, inoccupato dappoi che la famiglia reale di Svezia risiede ad Ulricsdal. Il 25 una fregata a vapore russa arrivò col granduca Wladimiro. Il secondo figlio dell'imperatore Alessandro era incaricato di rappresentare suo fratello il granduca ereditario, cognato dei due futuri sposi. Nei giorni seguenti ebbero luogo delle brillanti feste a Ulricsdal ed al castello di Gripsholm sul Malar.

Il re di Grecia aveva inviato il signor Valaoritis; il principe Federico dei Paesi Bassi mandò il suo aiutante di campo, maggiore Roosmale Nepven. Lord Harris, maestro della casa del principe di Galles, era venuto a portare le felicitazioni di S. A. R. e della principessa di Galles.

All'uscire di chiesa i nuovi sposi ricevettero gli omaggi di tutti i grandi corpi dello Stato, delle diverse corporazioni del Regno, della città di Stocolma e del Corpo diplomatico, dopo di che si sono recati, nelle vetture di gala della regina Cristina, al padiglione d'Haga che sorge alle porte di Stocolma. La loro partenza per Copenaghen è fissata all'8 o al 9 agosto.

Il governatore della Banca di Stato, a Pietroburgo, annunzia che in forza di una ordinanza imperiale rilasciata dall'Imperatore, il ministro delle finanze ha incaricata la Banca dello Stato di aprire una sottoscrizione di biglietti di Banca al 5 per cento e per un capitale nominale di 15 milioni di rubli.

Dal Cairo si smentisce la notizia recatacì del telegrafo di mutamenti ministeriali avvenuti immediatamente dopo il ritorno di S. A. il Khediv. Il solo ministro che venne [illegible] è quello dei lavori pubbli[illegible] [illegible]mutato

Scrivono da Nuova York che il signor Boutwell ha ordinato l'acquisto settimanale di due milioni di buoni durante il mese di agosto. Il riscatto dei buoni sarà sottoposto alla ulteriore decisione del Congresso. Oltre a ciò, per due volte durante lo stesso mese di agosto, verrà riscattato un altro milione di buoni in conformità dell'atto di ammortizzazione (*Sinking fund act*).

La diminuzione del debito degli Stati Uniti nel corso del luglio si stima a sette milioni ed un quarto di dollari.

Il Congresso nazionale messicano ha esaminato ed approvato un progetto di legge per estinguere il debito pubblico. Le cifre proposte dal ministro delle finanze, signor Romero, vennero adottate. Un milione e cinquecento mila piastre saranno consacrate all'estinzione del debito e seicentomila alla fondazione di colonie militari sul confine della Repubblica.

DISPACCI PRIVATI ELETTRICI

(AGENZIA STEFANI)

Parigi, 4.

Chiusura della Borsa.

	3	4
Rendita francese 3 %	72 92	72 70
Id. italiana 5 %	56 55	56 40
Valori diversi.		
Ferrovie lombardo-venete . .	563 —	558 —
Obbligazioni	244 25	244 —
Ferrovie romane	50 —	50 —
Obbligazioni	131 —	130 50
Obblig. ferr. *Vitt. Em.* 1863	160 —	160 —
Obbligazioni ferr. merid. . . .	166 75	166 50
Cambio sull'Italia	2 3/4	2 3/4
Credito mobiliare francese . .	202 —	210 —
Obblig. della Regìa Tabacchi	433 —	433 —
Azioni id. id.	655 —	655 —

Vienna, 4.

Cambio su Londra	— —	— —

Londra, 4.

Consolidati inglesi	93 1/8	93 —

Costantinopoli, 4.

La *Turchia* annunzia la partenza per l'Egitto di Hassan effendi, aiutante di campo del gran visir. Egli reca al vicerè una lettera scritta per ordine del Sultano, colla quale gli si domandano spiegazioni categoriche sul ritiro delle truppe egiziane da Candia e sulle trattative intavolate durante il suo viaggio in Europa. Se queste spiegazioni non saranno soddisfacenti, la lettera dichiara che la Porta metterà in esecuzione verso l'Egitto il firmano del 1841.

Nuova York, 4.

Ieri ebbe luogo un *meeting* dei democratici per biasimare la condotta del Governo. Furono adottate alcune proposte che accusano il presidente Grant di non aver protetto convenientemente i diritti dei cittadini irlandesi naturalizzati e di avere aiutato gli Spagnuoli ad opprimere i Cubani.

L'*Herald* appoggia vivamente il progetto di mettere una tassa sui *bonds* esistenti all'estero.

Madrid, 4.

La *Gazzetta di Madrid* parla di uno scontro avvenuto tra i volontari della libertà ed una banda carlista, nonchè dello scioglimento di parecchie bande.

Berlino, 4.

La *Gazzetta della Croce* pubblica un dispaccio diretto dal signor di Thile al barone di Werther, in data 8 luglio. Esso respinge la supposizione del conte di Beust che il dispaccio austriaco del 1° maggio relativo al Belgio, il quale non fu comunicato a Berlino, sia stato comunicato dalla Prussia ad un altro Governo; respinge pure il tentativo di Beust di voler controllare le relazioni diplomatiche della Prussia con gli altri Governi tedeschi.

Berlino, 4.

La *Corrispondenza Provinciale* dice:

« Il dispaccio del *Libro Rosso* mostra di voler criticare le pretese comunicazioni della Prussia al ministro sassone. Il Governo prussiano fece intendere che respinge la legittimità di tale critica per motivi politici nazionali, e che le comunicazioni fatte dalla Prussia ai Governi tedeschi, specialmente al gabinetto di Dresda, non devono subire alcun controllo straniero. »

Vienna, 4.

La Commissione del bilancio della Delegazione del Reichsrath respinse la proposta di costruire due vapori da guerra sul Danubio. Durante la discussione, il conte di Beust disse che è cosa difficile di guarentire la pace per una serie d'anni e che egli è d'avviso che se la pace dura ancora quattro anni, allora essa potrà considerarsi come assicurata per un tempo più lungo.

UFFICIO CENTRALE METEOROLOGICO

Firenze, 4 agosto 1869, ore 1 pom.

Il cielo è ancora nuvoloso o coperto nel mezzogiorno d'Italia, si è rasserenato nel settentrione. Il barometro si è alzato di 7 e fino di 9 mm. nel nord, e di 2 a 4 mm. nel sud. Dominano forti i venti di nord; il mare è mosso.

Le pressioni sono molto alte nel sud-ovest di Europa e il barometro continua ad alzare.

Tempo buono.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE
fatte nel R. Museo di Fisica e Storia naturale di Firenze
Nel giorno 4 agosto 1869.

	ORE		
	9 antim.	3 pom.	9 pom.
Barometro a metri 72,6 sul livello del mare e ridotto a zero	mm 759.0	mm 759.2	mm 760,0
Termometro centigrado	25.0	30.0	26,0
Umidità relativa . .	62.0	48,0	50,0
Stato del cielo	sereno	sereno	sereno
Vento { direzione . .	NE	NE	NE
Vento { forza	quasi for.	quasi for.	quasi for

Temperatura massima . . . . + 30 0
Temperatura minima . . . . + 21,5

TEATRI

SPETTACOLI D'OGGI

POLITEAMA FIORENTINO — Rappresentazione dell'opera: *Crispino e la Comare* — Ballo: *Rolla.*

TEATRO PRINCIPE UMBERTO, ore 8 — La drammatica Comp. di C. Lollio rappresenta: *La Rimembranza* — Ballo: *Il conte di Montecristo.*

ARENA NAZIONALE, ore 8 — La drammatica Compagnia di G. Peracchi rappresenta: *Le Famiglie illegali.*

FRANCESCO BARBERIS, *gerente.*

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO (*Firenze*, 5 agosto 1869)

VALORI		VALORE NOMINALE	CONTANTI L	CONTANTI D	FINE CORR. L	FINE CORR. D	FINE PROSSIMO L	FINE PROSSIMO D	NOMINALE
Rendita italiana 5 0[0 . . . . god.	1 luglio 1869		»	»	57 65	57 60	»	»	
Rendita italiana 3 0[0 . . . . . . »	1 aprile 1869		»	»	36 »	35 90	»	»	»
Impr. Naz. tutto pagato 5 0[0 lib.	1 aprile 1868		»	»	82 20	82 10	»	»	»
Obbligaz. sui beni eccles. 5 0[0 »			»	»			»	»	»
Az. Regìa coint. Tab. (carta) . . »		500	»	»	»	»	»	»	84
Obb. 6 0[0 Regìa Tab. 1868 Titoli provv. (oro) trattabile in carta »	1 luglio 1869	500	»	»	662 1/2	661 1/2	»	»	»
Imprestito Ferriere 5 0[0 . . . . »		840	»	»	»	»	»	»	447
Obbl. del Tesoro 1849 5 0[0 p. 10 »		480	»	»	»	»	»	»	»
Azioni della Banca Naz. Toscana »	1 genn. 1869	1000	»	»	»	»	»	»	»
Dette Banca Naz. Regno d'Italia »	1 luglio 1869	1000	»	»	»	»	»	»	1690
Cassa di sconto Toscana in sott. »		250	»	»	»	»	»	»	1920
Banca di Credito italiano . . . . »		500	»	»	»	»	»	»	»
Azioni del Credito Mobil. ital. »			»	»	»	»	»	»	»
Obbl. Tabacco 5 0[0 . . . . »		1000	»	»	»	»	»	»	»
Azioni delle SS. FF. Romane. . »		500	»	»	»	»	»	»	»
Dette con prelaz. pel 5 0[0 (Antiche Centrali Toscane) . . . . . . »		500	»	»	»	»	»	»	»
Obbl. 3 0[0 delle SS. FF. Rom. »		500	»	»	»	»	»	»	»
Azioni delle ant. SS. FF. Livor. »	1 luglio 1869	420	»	»	»	»	»	»	»
Obblig. 3 0[0 delle suddette CD »	1 aprile 1869	500	»	»	»	»	»	»	207
Dette . . . . »		420	»	»	»	»	»	»	169
Obblig. 5 0[0 delle SS. FF. Mar. »		500	»	»	»	»	»	»	»
Azioni SS. FF. Meridionali . . . »	1 luglio 1869	500	»	»	321 1/2	320	»	»	»
Obbl. 3 0[0 delle dette . . . . . »	1 aprile 1869	500	»	»	»	»	»	»	»
Obb. dem. 5 0[0 in s. comp. di 11 »	id.	505	»	»	»	»	»	»	172
Dette in serie non comp. . »		505	»	»	»	»	»	»	440
Dette in serie picc . . . . . »		505	»	»	»	»	»	»	»
Obbl. SS. FF. *Vittorio Emanuele* »		500	»	»	»	»	»	»	»
Imprestito comunale 5 0[0 . . . »		500	»	»	»	»	»	»	»
Detto in sottoscrizione. . . . . . »		500	»	»	»	»	»	»	»
Detto liberate . . . . »		500	»	»	»	»	»	»	»
Imprestito comunale di Napoli »		150	»	»	»	»	»	»	»
Detto di Siena . . . . »		500	»	»	»	»	»	»	»
5 0[0 italiano in piccoli pezzi . . »			»	»	»	»	»	»	»
3 0[0 idem . . . . »			»	»	»	»	»	»	58 25
Imprestito Nazion. piccoli pezzi »			»	»	»	»	»	»	36 25
Nuovo impr. della città di Firenze in carta	1 apr.	250	»	»	»	»	»	»	83 1/2
Obbl. fondiarie del Monte dei Paschi 5 0[0 . . .		500	»	»	»	»	»	»	200
			»	»	»	»	»	»	385

CAMBI	Giorni	L	D	CAMBI	Giorni	L	D	CAMBI	Giorni	L	D
Livorno	8			Venezia eff. gar.	30			Londra . . . a vista			
dto.	30			Trieste	30			dto.	30		
dto.	60			dto.	90			dto.	90	25 73	25 67
Roma	30			Vienna	30			Parigi . . . a vista		103 »	102 3/4
Bologna	30			dto.	90			dto.	30		
Ancona	30			Augusta	30			dto.	90		
Napoli	30			dto.	90			Lione	90		
Milano	30			Francoforte . . .	30			dto.	90		
Genova	30			Amsterdam . . .	90			Marsiglia.	90		
Torino	30			Amburgo	90			Napoleoni d'oro. .		20 55	20 53
								Sconto Banca 0[0			

PREZZI FATTI

5 0[0 57 65 f. c. — Azioni SS. FF. Merid. 320 f. c.

Il vice sindaco: N. NUNES-VAIS.

Direzione compartimentale del Demanio e delle tasse sugli affari di Torino

Avviso d'asta per la vendita dei beni pervenuti al Demanio per effetto delle leggi 7 luglio 1866, n. 3036, e 15 agosto 1867, n. 3848.

Si fa noto al pubblico che alle ore 9 ant. del giorno sedici (16) agosto prossimo venturo, nell'ufficio della sottoprefettura di Vercelli, alla presenza del signor sottoprefetto, di uno dei membri della Commissione provinciale di sorveglianza e del ricevitore locale del Registro si procederà ai pubblici incanti per l'aggiudicazione a favore dell'ultimo miglior offerente dei beni infradescritti.

Condizioni principali.

1. L'incanto sarà tenuto per pubblica gara col metodo della candela vergine e separatamente per ciascun lotto.
2. Nessuno potrà concorrere all'asta se non comproverà d'avere depositato, a garanzia della sua offerta, il decimo del prezzo pel quale è aperto l'incanto nei modi determinati dalle condizioni del capitolato.

Il deposito potrà esser fatto anche in titoli del Debito pubblico al corso di borsa, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* del giorno precedente a quello del deposito, od in titoli di nuova creazione al valore nominale.

3. Le offerte si faranno in aumento del prezzo estimativo dei beni, non tenuto calcolo del valore presuntivo del bestiame, delle scorte morte e delle altre cose mobili esistenti sul fondo e che si vendono col medesimo.
4. La prima offerta in aumento non potrà eccedere il *minimum* fissato nella colonna 10 dell'infrascritto prospetto.
5. Saranno ammesse anche le offerte per procura nel modo prescritto dagli articoli 96, 97 e 98 del regolamento 22 agosto 1867, numero 3852.
6. Non si procederà all'aggiudicazione se non si avranno le offerte almeno di due concorrenti.
7. Entro dieci giorni dalla seguita aggiudicazione l'aggiudicatario dovrà depositare il 5 per 100 del prezzo di aggiudicazione in conto delle spese e tasse di trapasso, di trascrizione e d'inscrizione ipotecaria, salva la successiva liquidazione.

Le spese di stampa e d'inserzione nei giornali del presente avviso saranno pagate per tutti i lotti in esso compresi dall'aggiudicatario, o ripartite fra gli aggiudicatari, e staranno a carico dell'amministrazione per quelle aste soltanto in cui tutti i lotti rimanessero deserti.

8. La vendita è inoltre vincolata alla osservanza delle condizioni contenute nel capitolato generale e speciale dei rispettivi lotti, quali capitolati, nonchè gli estratti delle tabelle C e i documenti relativi, saranno visibili tutti i giorni dalle ore 9 ant. alle ore 4 pom. nell'uffizio di detta sottoprefettura.
9. Le passività ipotecarie che gravano lo stabile rimangono a carico del Demanio, e per quelle dipendenti da canoni, censi, livelli, ecc., è stata fatta preventivamente la deduzione del corrispondente capitale nel determinare il prezzo d'asta.
10. L'aggiudicazione sarà definitiva, e non saranno perciò ammessi successivi aumenti sul prezzo di essa.

Avvertenza. — Si procederà a termini degli art. 402, 403, 404 e 405 del Codice penale italiano contro coloro che tentassero impedire la libertà dell'asta od allontanassero gli accorrenti con promesse di danaro o con altri mezzi sì violenti che di frode quando non si trattasse di fatti colpiti da più gravi sanzioni del Codice stesso.

Nº progressivo dei lotti	Nº della tabella corrispondente	COMUNE in cui sono situati i beni	PROVENIENZA	DESCRIZIONE DEI BENI — Denominazione e natura	SUPERFICIE in misura legale E. A. C.	SUPERFICIE in antica misura locale G. T. P.	VALORE ESTIMATIVO	DEPOSITO per cauzione delle offerte	MINIMUM delle offerte in aumento al prezzo d'incanto	PREZZO presuntivo delle scorte vive e morte ed altri mobili
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
4	1784	Lignana	Mensa arcivescovile di Vercelli	Cascina Amsengo con altri appezzamenti descritti nel capitolato, regioni Gerbola, Gorrel, Amsengo, Albere o Dosso delle Vipere, Piantal-Roncate, sotto i numeri 30, 31 e 32, 583, 584 di mappa.	35 » 58	92 07 »	67447	6744 70	200	»

2079 Dalla Direzione demaniale di Torino, addì 22 luglio 1869. *Il Segretario demaniale*: L. DANEO.

Direzione compartimentale del Demanio e delle tasse in Brescia

Avviso d'asta per la vendita dei beni pervenuti al Demanio per effetto delle leggi 7 luglio 1866, n. 3036, e 15 agosto 1867, n. 3848.

Si fa noto al pubblico che alle ore 10 ant. del giorno di martedì 10 agosto p. v., in una delle sale della Regia prefettura di Cremona, alla presenza di uno dei membri della Commissione provinciale di sorveglianza, coll'intervento di un rappresentante dell'Amministrazione finanziaria, si procederà ai pubblici incanti per l'aggiudicazione a favore dell'ultimo migliore offerente dei beni infradescritti rimasti invenduti al precedente incanto tenutosi il giorne 17 luglio 1869.

Condizioni principali.

1. L'incanto sarà tenuto mediante schede segrete e separatamente per ciascun lotto.
2. Ciascun offerente rimetterà a chi deve presiedere l'incanto, od a chi sarà da esso lui delegato, non più tardi delle ore 10 antimeridiane di detto giorno 10 agosto, la sua offerta in piego suggellato, la quale dovrà essere stesa in carta da bollo da lire 1.
3. Ciascuna offerta dovrà essere accompagnata dal certificato del deposito del decimo del prezzo sul quale è aperto l'incanto da farsi nelle casse dei ricevitori demaniali, e quando l'importo ecceda la somma di L. 2000 nelle tesorerie provinciali. Rimane però facoltativo agli aspiranti di effettuare tale deposito, qualunque ne sia l'ammontare, anche nelle mani del presidente all'incanto, non che, rimanendo aggiudicatarii, ne facciano il versamento a mezzo postale in altra delle casse predette a seconda dell'importo, e ciò a loro rischio e spese, di conserva col rappresentante dell'Amministrazione che assiste all'asta.

Il deposito potrà essere fatto anche in titoli del debito pubblico al corso di borsa pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* del giorno precedente a quello del deposito o in titoli di nuova creazione al valor nominale.

4. L'aggiudicazione avrà luogo a favore di quello che avrà fatta la migliore offerta in aumento del prezzo d'incanto. Verificandosi il caso di due o più offerte di un prezzo eguale, qualora non vi siano partiti migliori, si terrà una gara tra gli offerenti. Ove non consentissero gli offerenti di venire alla gara, le offerte eguali saranno imbussolate, e l'estratta si avrà per la sola efficace.
5. Si procederà all'aggiudicazione quand'anche si presentasse un solo oblatore, la cui offerta sia per lo meno eguale al prezzo prestabilito per l'incanto.
6. Saranno ammesse anche le offerte per procura nel modo prescritto dagli articoli 96, 97 e 98 del regolamento 22 agosto 1867, numero 3852.
7. Entro dieci giorni dalla seguita aggiudicazione l'aggiudicatario dovrà depositare in conto delle spese e tasse di trapasso, di trascrizione e d'iscrizione ipotecaria, il 14 per 100 del prezzo di delibera se questo non supera le L. 300, il 10 per 100 se è al disopra di L. 300 fino alle L. 1500, ed il 7 per 100 se supera quest'ultima cifra di L. 1500, salva la successiva liquidazione e regolazione. — Questo importo dovrà esser versato in denaro od in biglietti di banca.

La spesa di stampa, di affissione e d'inserzione nei giornali degli avvisi starà a carico del deliberatario o ripartite fra i deliberatari per tutti i lotti compresi nell'avviso e rimarranno a carico dell'amministratore per quelle aste soltanto in cui tutti i lotti rimanessero deserti.

8. La vendita è inoltre vincolata alla osservanza delle condizioni contenute nel capitolato generale e speciale dei rispettivi lotti, in quanto non sieno modificate dal presente avviso, quali capitolati, nonchè le tabelle e i documenti relativi sono visibili tutti i giorni dalle ore 10 ant. alle 3 pom. nell'ufficio della Regia prefettura suddetta.
9. Le passività ipotecarie che gravitano lo stabile rimangono a carico del Demanio, e per quelle dipendenti da canoni, censi, livelli, ecc., è stata fatta preventivamente la deduzione del corrispondente capitale nel determinare il prezzo d'asta, e restano per conseguenza a carico dell'acquirente.
10. Il pagamento del primo decimo e successivi ventesimi del prezzo, qualunque sia l'importo dei singoli versamenti, potrà farsi anche in quell'ufficio del Registro o del Demanio della provincia ove sono situati i beni venduti che sia designato dall'acquisitore nell'atto della delibera. Ove questi non faccia tale designazione rimane fermo che il pagamento dovrà farsi nella cassa dell'ufficio demaniale esistente nel capoluogo della provincia in cui seguì l'aggiudicazione, giusta l'art. 47 delle istruzioni 28 dicembre 1867.
11. L'aggiudicazione sarà definitiva e non saranno ammessi successivi aumenti sul prezzo di essa.
12. Il pagamento del prezzo delle scorte e delle cose mobili, non che degli interessi sul prezzo degli stabili dovrà farsi in denaro nella cassa dell'ufficio suddetto.

Avvertenza. — Si procederà a termini degli art. 402, 403, 404 e 405 del Codice penale italiano contro coloro che tentassero impedire la libertà dell'asta od allontanassero gli accorrenti con promesse di denaro o con altri mezzi sì violenti che di frode, quando non si trattasse di fatti colpiti da più gravi sanzioni del Codice stesso.

N. progressivo dei lotti	Nº delle tabelle corrispondenti	COMUNE in cui sono situati i beni	PROVENIENZA	Descrizione dei beni — DENOMINAZIONE E NATURA	SUPERFICIE legale E. A. C.	SUPERFICIE locale Pert. Tav.	VALORE estimativo	DEPOSITO per cauzione delle offerte	PREZZO presuntivo delle scorte morte ed altri mobili	MINIMUM delle offerte in aumento al prezzo d'incanto
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
4	273	Due Miglia	Mensa vescovile di Cremona	Vasto podere detto Breda di Marasco, aratorio, asciutto, parte vitato e parte gelsivo con annesso cascinale in mappa ai num. 2154 sub 1, 2154 sub 3, 2191 unito al 2696, 2192, 2198, 2202, 2203, 2204, 2209, 2213, censito scudi 4330, 1, 16, pari a L. 19,953 40.	40 80 65	623 11	68940 15	6894 01		

2105 Brescia, 21 luglio 1869. *Il Direttore demaniale*: TINI.

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

COMMISSARIATO GENERALE DELLE STRADE FERRATE

Lavori della Ferrovia Ligure

Dovendosi in applicazione dell'articolo 341 della vigente legge sulle opere pubbliche procedere all'esecuzione dei lavori che rimangono a farsi per condurre a compimento la ferrovia del litorale ligure nella Riviera di Ponente, e per affrettare l'apertura delle grandi gallerie nel ramo di Levante, assieme a quella per la traversata di Genova, si porta a pubblica notizia che si riceveranno dalla Direzione tecnica dei lavori stabilita in Genova (via Goito, n. 10) offerte private per i relativi appalti.

Gli appalti sono concessi a misura in base dei prezzi inserti nell'elenco annesso a ciascun progetto per ogni categoria di lavoro, e sotto le condizioni risultanti dai rispettivi capitolati, dal presente avviso, e dagli altri documenti che faranno parte integrale del contratto, e che saranno indicati nell'atto di offerta da redigersi nei termini della sottomissione che accompagna i progetti medesimi.

Lavori da appaltarsi:

1° Tronco nella linea di Ponente compreso fra Santo Stefano al Mare ed il confine francese al torrente di S. Luigi, rilevante a . . . . . L. 7,250,000

2° Galleria del Mesco nella Riviera di Levante, ossia tratta di ferrovia compresa fra il torrente Ghiaro presso Levanto, e la strada di Monterosso, per . . . . . » 4,300,000

3° Galleria del Biassa id. (1ª parte), cioè tratta compresa fra la Galleria Serra e lo incontro dell'attacco della galleria di Biassa procedente dal pozzo n. 1, per circa . . . . . » 1,720,000

4° Galleria del Biassa id. (2ª parte), cioè tratta compresa fra l'incontro suindicato e quello dell'attacco procedente dall'imbocco di Levante compreso il compimento del pozzo n. 1 e l'esecuzione del cunicolo trasversale fra il detto pozzo e la galleria propriamente detta, per circa. . . . . » 2,008,000

5° Traversata di Genova ossia galleria di congiungimento della stazione del Principe colla nuova stazione delle Brignole . . . » 3,800,000

I documenti che costituiscono i progetti sovra indicati, ad eccezione di quello relativo alla tratta tra Santo Stefano ed il confine francese, saranno ostensibili a chiunque intenda di prenderne cognizione presso questo Ministero e presso la sopracitata Direzione tecnica dei lavori dalle ore 10 ant. alle ore 4 pomeridiane di ciascun giorno a partire dal 20 del corrente luglio; quelli invece che riguardano il progetto da S. Stefano al confine francese, lo saranno dal giorno 10 del successivo agosto.

Le offerte per gli appalti di cui ai numeri 2, 3, 4 e 5 saranno ricevute dal 1° agosto alle ore 12 meridiane del giorno 10 del mese medesimo; quelle relative all'appalto di cui al n. 1° saranno ricevute dal giorno 25 agosto alle ore 12 meridiane del giorno 31 dello stesso mese.

Per essere ammessi al concorso gli aspiranti dovranno all'atto della offerta dimostrare di aver fatta nelle cassa dell'Amministrazione dello Stato il deposito interinale in contanti, biglietti di banca od effetti pubblici al corso del giorno di L. 337,000 per il tronco da Santo Stefano al confine francese; di L. 200,000 per la galleria del Mesco; di lire 85,000 per la galleria del Biassa (1ª parte); di lire 100,000 per la stessa galleria (2ª parte); e di lire 175,000 per la galleria di Genova.

I depositi fatti dai concorrenti di cui non saranno accettate le offerte, verranno tosto restituiti, ritenendo quello dei deliberatari in conto del deposito cauzionale che i medesimi dovranno fare a guarentigia del pieno adempimento degli obblighi del contratto.

Le offerte saranno dalla Direzione tecnica dei lavori aperte appena scaduto il termine precedentemente assegnato per la presentazione, e verranno nel giorno successivo trasmesse al Ministero. Il Ministero, entro otto giorni successivi alla scadenza predetta, dichiarerà qual sia l'offerta che avrà accettato, ed inviterà il titolare a compiere il deposito di cauzione per l'atto definitivo.

Il tempo accordato per la ultimazione dei lavori resta fissato per il tronco da Santo Stefano al Mare al confine francese al 30 agosto 1871; per la traversata di Genova al 30 dicembre 1872; e per le altre gallerie al 31 luglio 1873, dichiarando con ciò derogato quanto in proposito venne prescritto nei relativi capitolati.

Per le gallerie del Mesco, di Biassa e di Genova le liquidazioni per i pagamenti di abbuonamento si faranno mensilmente in base alla quantità dei lavori eseguiti sotto deduzione del ribasso e delle ritenute per guarentigia a senso del capitolato. L'Amministrazione si riserva il diritto di preferire, a parità di ribasso, per la deliberazione dell'appalto dei suddetti lavori le proposte di quegli offerenti che sieno disposti ad accettare per la metà di ciascuna delle rate suddette ordini di pagamento alla scadenza non minore di anni tre dalla loro data coll'interesse del 7 per 100. Per il tronco da Santo Stefano al confine francese i pagamenti d'abbuonconto, calcolati come sopra, si faranno in biglietti di banca per la metà delle risultanze ottenute e per l'altra metà con ordini di pagamento alla scadenza di due anni, fruttanti lo interesse del 7 per 100 all'anno.

Tutte le spese relative all'asta ed alla stipulazione del contratto, non che quelle di bollo e di registro per quel numero di copie che sarà richiesto dai vigenti regolamenti, sono a carico degli assuntori.

Le contestazioni che potessero insorgere tra il Governo e gli appaltatori in ordine allo eseguimento dei relativi contratti saranno definite dai tribunali ordinarii. 1929

Estratto di bando
per vendita di immobili.

Il giorno 28 agosto 1869 alle ore 10 antimeridiane, in Belgirate, nella casa parrocchiale, avranno luogo, alle condizioni indicate nel relativo bando, gli incanti per la vendita dei seguenti quattro appezzamenti di terreno prebendale.

1. Bosco a ceppi castanili, regione Ronco Sale di Sopra, al numero di mappa 15, di are 3 e cent. 27, in territorio di Belgirate.
2. Ronco vitato, regione Sale di Sotto, al numero di mappa 16, di are 9, in territorio suddetto.
3. Ronco vitato e gerbo, regione Ronco del Rosario, in mappa al n. 75, di are 42, in territorio suddetto.
4. Campo con gelsi e piante fruttifere, regione Carponago, al numero di mappa 721, di are 15 e cent. 55, in territorio di Lesa.

Gli incanti si apriranno sui seguenti prezzi di perizia, cioè quello del primo stabile sul prezzo di lire 50 80, quello del secondo sul prezzo di lire 330 50, quello del terzo sul prezzo di lire 980 64, e infine quello del quarto sul prezzo di lire 450 80.

Il termine dei fatali sarà di giorni quindici, e l'offerta di aumento non potrà essere inferiore al ventesimo del prezzo di deliberamento.

In fede,

Belgirate, 2 agosto 1869.

LUIGI VALUSSI
2094 Regio notaio delegato.

Sunto di atto di citazione.

Con atto del dì 3 agosto 1869, sulle istanze del signor Attilio Boschi, calcolatore, domiciliato in Firenze, nella sua qualità di curatore alla eredità relitta dal signor Giovanni del fu David Gonin, rappresentato dal signor dottor Cesare Pecchioli, il sottoscritto usciere addetto al tribunale civile e correzionale di Firenze ha citato i signori Gaetano e Giovanni del fu Luigi Raffaelli, e Costantino, Odoardo e Tancredi del fu Ferdinando Raffaelli, tutti d'ignoto domicilio, unitamente ai signori Emilio e Luigi del fu Ferdinando Raffaelli, Giuseppa Baldacci vedova di Ferdinando Raffaelli e Teresa Raffaelli vedova Lepri, possidenti domiciliati a Carmignano, a comparire all'udienza che dal tribunale civile e correzionale di Firenze, sezione delle Ferie, sarà tenuta la mattina del dieci settembre prossimo, alle ore dieci, per sentire ordinare la vendita giudiciale coatta di un casamento con orto annesso posto sulla piazza di Carmignano, a cui confina: 1° detta piazza, 2° fratelli Giovacchini con casa ed orto, 3° Montauti, salvo, ecc., da espropriarsi a pregiudizio di detti Raffaelli, sul prezzo di lire 5569 determinato dalla perizia giudiciale redatta dall'ingegnere signor Adelchi Francolini del dì 28 giugno decorso, e con i patti e condizioni di che nella nota unita all'atto suddetto.

2098 GEREMIA CHIARINI, usciere.

Diffidazione. 2103

Avendo il sottoscritto smarrita una cambiale di lire 600, tratta da S. Gemignano il giorno 12 giugno 1869, scadente il 12 ottobre p. v., accettata dal signor Giovacchino Stricchi, negoziante e possidente, e pagabile al domicilio del signor Luciano Salle in Firenze, a favore del signor Giuseppe Ciampolini, e con gira firmata *in bianco* di detto signor Ciampolini e del sottoscritto medesimo, si diffida chiunque, a cui detta cambiale fosse stata presentata, o possa pervenire, di accoglierla e farne uso, poichè il presentatore non ne è il legittimo proprietario.

AVV. GIUSTINIANO BONCI
in proprio e nei vivi.

Avviso. 2099

Il sottoscritto, anche qual procuratore generale dei coeredi di Francesco Neri fu Giovanni, dichiara che essendosi questi reso defunto in Varallo il 10 febbraio 1868, intende di ottenere lo svincolo del certificato nominativo iscritto sul Debito Pubblico del Regno col n. 7177, della rendita di lire 50, sottoposta ad ipoteca per la malleveria prestata dal titolare Francesco Neri predetto nella sua qualità di procuratore capo esercente avanti il tribunale del circondario di Varallo.

Varallo, 1° agosto 1869.

AVV. LUIGI NERI proc. capo
succ. di Francesco Neri.

CASSA DI PRESTITI, RISPARMI, E DEPOSITI IN MARRADI

Sono invitati i soci azionisti ad intervenire all'adunanza generale che sarà tenuta in questo ufficio della Cassa il giorno 15 corrente mese, a ore 4 pom.

Marradi, 3 agosto 1869.

Visto: *Il Presidente* EVARISTO PIANI. *Il Segretario* G. BALDESI. 2100

FIRENZE — Tipografia EREDI BOTTA.